

- ▶ **KURDISTAN:**  
UN PEUPLE SANS ÉTAT
- ▶ **GENRE**  
POINT SUR LE «NOUVEAU FÉMINISME»
- ▶ **RACISME**  
L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE



Nous sommes

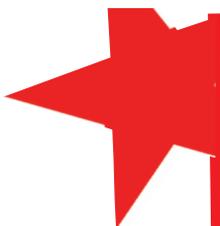
tous et toutes PKK

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de

l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 1213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.



## SOMMAIRE



EDITO ► **PAGE 3**

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS...**

**PAGE 4** ► Remarques sur la grève des ouvriers PSA à Aulnay sous Bois

**ECONOMIE**

**PAGE 5** ► Vous avez dit crise ?

**AGROALIMENTAIRE**

**PAGE 8** ► Chevalgate : une coopérative dans les arrières cuisines de l'industrie agroalimentaire.

**RELIGION**

**PAGE 12** ► L'islam politique

**BIG BROTHER** ► **PAGE 26**

**FÉMINISME**

**PAGE 18** ► Quoi de neuf avec le nouveau féminisme ?

**PAGE 22** ► Livre - « féminisme et antimilitarisme »

**RACISME**

**PAGE 23** ► L'islamophobie en France - Sainte laïcité priez pour nous !

**A LIRE** ► **PAGE 26**

**BREVES** ► **PAGE 27**

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**PAGE 28** ► NDDL - Après le dialogue... la castagne !?

**INTERNATIONAL**

**PAGE 29** ► Kurdes : « le plus grand peuples au monde sans Etats »

**PAGE 32** ► Loi d'assimilation kémaliste

## POUR S'ABONNER

**ABONNEMENT 1 AN**

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL égégore, B.P 1213- 51058 Reims cedex

Ce numéro a été préparé à **Strasbourg**

La commission journal d'Avril aura lieu dans le **Sud-Ouest**

## CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### BRETAGNE

Clé des champs BP 20912  
44009 Nantesoclnantes@free.fr

### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o égégore BP 1213  
51058 Reims  
lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@gmail.com

### LIMOUSIN

ocl.limoges@voila.fr

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31 400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

OCLB c/o La mouette enragée  
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr

### NORMANDIE

CRAS, BP 5164  
14075 Caen cedex  
ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### POITOU-CHARENTES

ocl-poitou@orange.fr  
oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

"courant alternatif"  
c/o Maison del'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.net  
ocl-valence@hotmail.fr

### SUD-EST

ocl.se@sfr.fr

### CONTACTS

Figeac, Montpellier, Orléans, ...  
passer par  
oclibertaire@hotmail.com

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 1213- 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

**<http://oclibertaire.free.fr>**

COURANT ALTERNATIF  
avril 2013  
Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé

Une bonne guerre, quelle bonne idée en temps de crise du capitalisme. Notre général Hollande et son fidèle aide de camps, le sieur Jean-Marc Ayrault ont décidé d'envoyer notre belle armée « coloniale » à la reconquête du Mali menacé. La célèbre phrase « ici c'est la France », est un bon résumé de cette belle France-Afrique que l'on croyait morte avec Sarkozy. Cette guerre impérialiste au Mali s'inscrit dans la droite ligne de la politique suivie par l'ancien président : libéralisation de l'économie malienne, soutien à un pouvoir autoritaire et pillage des ressources.

Pour les sociaux-démocrates, la logique politique est simple : la guerre permet de laver les problèmes par une amnésie collective et d'engranger du pognon. Quoi de mieux qu'un péril extérieur contre un ennemi « tapis dans l'ombre » pour souder la nation et rassurer la bourgeoisie.

Malheureusement pour nos deux compères, nous ne sommes plus au siècle dernier et la vieille rengaine de l'union sacrée semble de moins en moins audible pour beaucoup. Les larbins du pouvoir et autres journalistes de bazar, ont beau nous faire croire à des lunes, la réalité des contradictions du capital sont toujours là.

Le chômage, l'explosion de la précarité et les licenciements n'ont pas disparu de la vie quotidienne.

De même les révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient, que la bourgeoisie pensait enterrées, reviennent sur le devant de la scène. Ainsi, le prolétariat en Égypte continue de se mobiliser pour défier le nouveau pouvoir en place. Les tenants de l'ordre religieux se retrouvant devant une situation insoluble : la question sociale.

Avec la révolution en Syrie, c'est la problématique d'un état Kurde qui devient de plus en plus brûlante et ce n'est pas l'assassinat de militant-es à Berlin ou à Paris, très probablement fomentés par les militaires turcs, qui vont arrêter les bouleversements au Moyen-Orient.

Ces régions du monde sont à la croisée d'un chemin et il se pourrait bien que la « grande lumière à l'Est » soit rallumée par un prolétariat musulman que l'on disait sortit de l'histoire selon nos bons bourgeois racistes.

Par chez nous, c'est la ZAD et les luttes contre les travaux inutiles qui cristallisent les tensions. Mais pas seulement, car les grèves sont toujours là avec l'explosion des plans sociaux.

Face à cela la bourgeoisie dans son ensemble, prise dans sa logique d'accumulation, montre les crocs pour sauvegarder son cher et tendre capitalisme : briser les grèves par la force comme à Athènes, diviser le prolétariat en jouant sur les clivages religieux et la peur de l'islam, assassiner les meneurs quand cela est possible à l'exemple des Kurdes ou des ouvriers Sud africains.

Comme, on le voit, les choses ne changent pas et la seule direction possible pour les tenants de l'ordre c'est la fuite en avant. De toute façon, nulle autre voie n'est possible pour sauvegarder le capital.

Pourtant, chaque chose à une fin et il est probable que les brèches, de plus en plus fortes, que créent les mouvements sociaux finissent par renverser la vapeur. La révolution sociale reste toujours d'actualité !

OCL Strasbourg

# Remarques sur la grève des ouvriers de PSA à Aulnay sous bois (2eme partie)

Neuvième semaine de grève a PSA1 entre résignation et détermination la situation semble bloqué pour les grévistes. C'est que le mouvement contre la fermeture de l'usine d'Aulnay mobilise des intérêts politiques multiples qui nuisent au bon déroulement de celui-ci, c'est à dire qu'ils nuisent à sa complète autonomie et à une combativité pleine et entière.

## AULNAY UNE USINE UN TERRITOIRE.

Nous avons souligné dans notre article précédent la mainmise de Lutte Ouvrière sur le syndicat CGT et sa présence dans certains conseils municipaux des villes de Seine-Saint-Denis, obtenus parfois par la conclusion d'accord avec le Parti Socialiste. Car le PS est devenu un acteur politique majeur de l'ancien département rouge. Cela en partie par le discrédit de son adversaire historique le Parti Communiste mais aussi après un patient travail de noyautage des instances du pouvoir régional, accompagné bien évidemment des magouilles politiques mais aussi par la modification de la sociologie des habitants du 93 en voie de boboisation avancée comme partout dans l'Est parisien (Montreuil, Bagnolet, Saint-Denis et Pantin par exemple). Face à la menace de la fermeture du site de PSA les zélés zélus alternent soutien aux grévistes (par des dons municipaux à la caisse de solidarité) et transition en douceur, Gérard Ségura le maire d'Aulnay sous Bois ayant d'ores et déjà ouvert la porte à l'entreprise ID Logistics. Celle-ci est candidate pour s'installer sur le site PSA, dans le cadre de sa ré-industrialisation, le conseil municipal d'Aulnay se prononçant sur le principe d'une modification du plan local d'urbanisme. Ils jouent donc à plein leur rôle d'agents de la paix sociale en influençant discrètement le cours de la grève. Les conséquences d'une fermeture seraient pourtant tragiques pour la cité aulnésienne en particulier et pour le département en général ; rappelons que PSA est le deuxième employeur privé du 93 après l'Aéroport de Paris.

Quelque 400 aulnésiens travaillent pour cette entreprise. Beaucoup vivent dans les immeubles d'habitat social du Nord de la ville (dont la cité de la Rose des Vents, les fameux 3000) où le contexte économique et social est déjà difficile : 17 à 19 % de la population sont au chômage, ainsi que plus de 40 % des 18-25 ans. Une quinzaine de sous traitants est également liée par d'importants contrats avec PSA. Ce sont donc 400 à 500 personnes supplémentaires qui sont ainsi indirectement

menacées. Et par extension, l'ensemble des commerçants de la ville, dont la clientèle sera fragilisée. Enfin, la fermeture de PSA, c'est une perte de 5,5 millions d'euros de recettes fiscales pour le budget de la commune (210 millions d'euros).

Le site occupe 168 hectares, dans une zone très stratégique : près de la future bouche du métro Nord-Est, de trois autoroutes (A1, A3, A104), non loin de l'aéroport d'affaires du Bourget et de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.. Le potentiel de développement (et donc de profit) est énorme sachant que le site de production industrielle en lui-même n'occupe qu'un tiers du foncier de PSA et que deux tiers étaient inutilisés. Cependant lorsque la direction a annoncé son plan de restructuration, Denis Martin, le directeur industriel de PSA, a immédiatement affirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention de vendre les terrains, gardant ainsi dans sa manche un atout majeur pour la négociation. Nos braves sociaux se trouvent donc confrontés à une question sociale qu'ils ont pourtant totalement évacuée de leurs discours pontifiants entre l'obligation de garantir la docilité d'une classe de travailleurs pour futur patron et tenter de ne pas perdre la face devant un électorat qui pourraient bien les sanctionner lors des prochaines élections municipales.

Mais les socialistes ne sont pas les seuls à jouer leur cartes politiques dans ce conflit.

## AVOCATS DES TRAVAILLEURS EN LUTTES OU AVOCATS DU FRONT DE GAUCHE ?

La judiciarisation des conflits sociaux a vu depuis quelques années l'apparition de nouveaux acteurs sur le théâtre de la lutte des classes : les avocats. Deux personnages et donc deux cabinets se sont particulièrement distingués dans cet exercice : Philippe Lebrun et Fiodor Rilov<sup>2</sup> ; ils ont ainsi joué un rôle majeur dans l'ensemble des luttes de ces dernières années les travailleurs en lutte de Continental, Samsonite et Delsey, le papetier UPM à Strasbourg, 3 Suisses, Goodyear, Sea France, etc. ont fait appel à leurs services.

Si dans un combat il ne faut négliger

aucune des armes à disposition, on peut tout de même interroger cette tendance. Au-delà de la starification créée par des médias friands d'individualiser des luttes collectives, c'est plutôt une interrogation sur la médiation exercée par la mise en avant d'une stratégie judiciaire qui oriente de manière certaine le combat des salariés. La complexité du droit social et les tunnels juridiques créés par les « plans sociaux » entraîne ainsi une dépossession des travailleurs sur leurs luttes et déplace l'affrontement de classe vers les prétoires.

D'autant plus que nos zorros du barreau ne sont pas de simples amoureux de la justice sociale et du bel ouvrage. Philippe Brun, entré en politique via la CFDT et longtemps socialiste, a sollicité l'investiture socialiste. Mais en 2001, le PS lui barre la route de la mairie de Reims, lui préférant un autre candidat, un "bras d'honneur" pour l'avocat. Désormais il se définit comme compagnon de route du Front de Gauche. Fiodor Rilov lui, le revendique, il est encarté au PCF. L'avocat, a voulu sauter le pas l'an dernier et se présenter aux législatives. Mais celui qui se présente comme "un enfant de la République" n'a toujours pas la nationalité française, étant né au Royaume-Uni. C'est Mickaël Wamen, le leader de la CGT chez Goodyear, qui prendra sa place.

S'ajoutant à d'éventuelles carrières personnelles, c'est bien une petite musique qu'entretiennent ces deux personnages. Celle d'un possible débouché politique des luttes qui se traduirait par une hypothétique loi d'interdiction des licenciements, éternel antienne d'une gauche toujours en recherche de prétexte pour justifier son existence.

Ces remarques peuvent paraître très éloignées de la lutte en cours à PSA, elles la conditionnent et l'influencent cependant et constituent une des données dans les réponses qu'apporteront les exploités face aux nombreux licenciements qui ne manqueront pas de se produire cette année. Se réapproprier des moyens propres de luttes sera pour les prolétaires une étape importante pour la construction d'une autonomie de classe seule voie possible pour lutter contre le coût de la crise que les capitalistes entendent bien nous faire payer jusqu'au dernier centime.

Jean Mouloud

1 - L'article étant rédigé le 17 février, il ne peut évidemment pas prendre en compte les événements survenus depuis sa rédaction.

2 - Une pensée pour Kostia camarade croisé lors de nos jeunes années antifascistes (hé oui nous aussi nous avons nos fiches !)

# Vous avez dit crise ?

Le discours sur la crise économique est un discours récurrent du pouvoir, parfois absent mais jamais pour longtemps depuis maintenant 40 ans, depuis le premier choc pétrolier. Au point que certains peuvent se demander parfois si crise il y a, si ce ne serait pas plutôt un discours patronal dans le cadre de la guerre de classe, une stratégie de la bourgeoisie pour mieux dominer la classe ouvrière. Et ça l'est, effectivement. Mais ceci n'empêche pas qu'il y ait aussi une crise économique.

## C'EST QUOI, UNE CRISE ?

Si la crise, c'est l'augmentation du chômage, l'extension de la pauvreté, l'aggravation des inégalités, pas de doute, nous sommes bien en crise. Si la crise, c'est la remise en cause des acquis sociaux, la précarisation, pas de doute, nous sommes bien en crise. Sauf que nous l'avons toujours affirmé, le capitalisme, c'est la misère. Donc, ce ne sont pas des symptômes d'une crise du capitalisme. Alors, pourquoi parler de crise économique dans les colonnes de ce journal ?

Le moteur du capitalisme, c'est le profit. L'évolution du taux de profit est donc un bon signe de l'état de santé économique du système. De ce point de vue, il semblerait que pour les capitalistes, ça va bien. Les plus hauts revenus s'envolent vers le haut depuis plusieurs années et avec constance. D'après les derniers chiffres, il y a un nombre record de milliardaires dans le monde (1426), et ils gagnent annuellement à eux seuls deux fois le PIB de la France... Ceci dit, l'aggravation des inégalités au profit des plus riches ne suffit pas à définir le taux de profit. Et celui-ci est difficile à calculer : le but de la comptabilité et des comptes nationaux n'est pas d'éclairer les révolutionnaires, ce sont des outils au service du capital. Il y a en ce moment une polémique entre économistes d'inspiration marxiste pour savoir si le taux de profit monte ou baisse. Je me garderai bien de trancher (surtout, ça me demanderait trop de boulot). De toutes façons, personne d'un peu lucide, et surtout pas Marx, n'a jamais pensé que le capitalisme s'effondrerait tout seul du fait de la baisse du taux de profit. Ce qui compte en réalité, c'est l'action des capitalistes pour la contre-carrer.

En fait, si 1974 n'est pas la date du début réel de la crise, mais de son début médiatique, ce qui se joue à cette période, c'est la fin d'un modèle de développement capitaliste, le modèle fordiste. Ce modèle était basé sur un compromis social (lié aux réalités historiques du rapport de forces aux lendemains de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale) où la croissance capitaliste s'accompagnait de certaines garanties pour la classe ouvrière, et d'une diminution de la précarité. C'est la seule période historique connue de ce type. Les années 70 mar-

quent le début d'une grande offensive patronale mondiale, qui dure encore aujourd'hui, de remise en cause de l'Etat-providence, d'augmentation de la plus-value absolue (autrement dit d'une diminution des salaires comparative-ment à ce que produisent les ouvriers), en bref, un retour au rapport social capitaliste classique du 19<sup>e</sup> siècle. Sauf que l'histoire ne se répète jamais ! La société a évolué entre-temps avec au moins deux caractéristiques majeures : la salarisation de l'essentiel de la population est achevée dans les pays développés (elle se poursuit encore actuellement au niveau mondial), les métiers ont été cassés grâce à de nombreuses révolutions technologiques. La grande différence du point de vue du système, c'est que le capitalisme a de moins en moins « d'extérieur » à dévorer pour assurer sa croissance. Il ne peut à la fois compresser les salaires et écouler sa marchandise. Un nouveau modèle de croissance s'est alors esquissé, qui était forcément provisoire par définition : une croissance basée sur le crédit et donc l'essor des marchés financiers. C'est ce modèle qui est entré en crise en 2007 avec la crise des subprimes. On peut donc parler de crise au sens de période de changement d'une structure à l'autre (dans le cadre du capitalisme, malheureusement, du moins pour l'heure).

## LA CRISE FINANCIÈRE

Rappelons qu'elle a éclaté avec la crise des « subprimes » en 2007, et qu'elle n'est que la conséquence logique du mode de croissance adopté. Les « subprimes », c'est les taux d'intérêt à la limite de l'usure qu'on faisait payer aux ménages modestes américains pour accéder à la propriété. Ces crédits ont été revendus aux banques (ça s'appelle la titrisation), cotés sur les marchés financiers, et lorsque les pauvres n'ont plus pu payer, les banques ont failli s'écrouler dans le monde entier (cf. les articles dans C.A.). Les Etats ont mobilisé des centaines de milliards (pris dans nos poches) pour les sauver. En effet, les banques sont le cœur du système. Le problème n'était pas seulement leur risque de faillite, mais qu'elles avaient perdu confiance entre elles, et que cette perte de confiance pouvait bloquer tout le sys-

tème par l'arrêt des crédits.

Et maintenant ? Tout va bien, merci. Elles avaient déjà renoué avec le profit en 2009. Forcément, les états leur ont prêté des sommes énormes à un taux d'intérêt très bas, sommes qu'ils ont dû leur emprunter ensuite à un taux d'intérêt nettement plus élevé... Et les marchés financiers ? Le Dow Jones est en train de battre de nouveaux records, le CAC 40 et les bourses européennes sont aussi à des niveaux élevés.

Mais en réalité, tout ceci est très fragile. C'est le même système qui est à l'œuvre qu'avant 2007, mais sur d'autres objets. Aux Etats-Unis, les « subprimes » n'ont pas suffi, tout le monde attend les conséquences d'un prochain écroulement des prêts aux étudiants, eux aussi titrisés naturellement. En Europe, les banques ont mis en faillite les états à qui elles ont prêté de l'argent. D'ailleurs, le Crédit Agricole vient d'annoncer des pertes record, Grèce et Espagne obligent.

## LA CRISE EUROPÉENNE

Elle est un peu particulière pour des raisons qui tiennent à la nature de la construction européenne. En se dotant d'une monnaie unique, les états européens se sont privés de la possibilité d'utiliser les taux de change pour défendre leurs capitalismes nationaux. En acceptant le dictat allemand, mais surtout financier, d'une priorité à la lutte contre l'inflation, ils ont sacrifié un outil de compétitivité industrielle et commerciale (c'est un peu plus complexe que ça, mais en gros une monnaie forte rend un produit plus cher à l'exportation).

C'est au nom de cette priorité à la lutte contre l'inflation que les états sont tenus de se financer sur les marchés financiers (en plus des impôts), avec les conséquences que l'on a déjà abordées dans plusieurs articles ici même : les marchés financiers imposent la politique qu'ils désirent par le biais des taux d'intérêt (à la hausse si l'état déplaît) et des primes d'assurance des crédits. C'est toujours au nom de cette priorité que les états (par plusieurs traités, rappelons-le) se sont engagés à l'équilibre budgétaire.

Or, en période de crise, les recettes fiscales diminuent puisqu'elles sont assises sur des revenus et des transac-



tions en diminution. Particulièrement dans des états où les plus riches, les seuls dont les revenus augmentent, peuvent quasiment échapper à l'impôt (la France par exemple). En ce qui concerne les dépenses, elles auraient tendance à augmenter au moins pour les dépenses sociales. Que font donc les états européens ? Ils diminuent la protection sociale, réduisent les services publics, et privatisent. Ce que souhaitait une partie de la grande bourgeoisie qui voit ainsi de nouveaux marchés s'ouvrir. Quelle est la conséquence inévitable de ces politiques d'austérité ? Les revenus diminuent, donc les recettes aussi, le déficit se creuse, et il faut recommencer. A moins d'obliger la bourgeoisie à faire des efforts, ce qui ne semble pas à l'ordre du jour. Par ailleurs, certaines dépenses dans ces conditions ne peuvent diminuer : les dépenses militaires et de police.

L'Europe est donc en train de s'enfoncer consciencieusement dans la crise avec une détermination qui semble sans faille. Cette politique sert les intérêts de la bourgeoisie, renforce son rapport de forces vis-à-vis des exploités, mais avec un risque de suicide pour la puissance européenne. On peut sans doute la rapprocher du changement de modèle dont nous parlions plus haut. On est en train d'accentuer la casse du système fordiste. Mais pour le moment, il n'y a pas de nouveau moteur de la croissance, pourtant indispensable au système (pas à nous).

#### QUITTONS UN PEU LA FINANCE

La crise mondiale n'est pas seulement financière, elle est aussi agricole et industrielle.

La crise agricole est d'abord écologique. La destruction de la planète est

de plus en plus avancée : érosion et empoisonnement des sols, déforestation, diminution du nombre d'espèces et de variétés... Elle est aussi de nature financière. Les matières premières agricoles se négocient sur de grandes bourses mondiales (Chicago pour les céréales, Paris pour le sucre...) et sont elles aussi titrisées, c'est-à-dire qu'elles servent de supports à des produits financiers. C'est ce qui explique la très grande volatilité des cours, volatilité sur laquelle les producteurs locaux n'ont aucune prise. Mais l'essentiel de la crise agricole s'explique d'abord par la destruction mondiale de la paysannerie au profit de l'industrie agroalimentaire. La destruction de la paysannerie dans les pays développés a commencé avec la révolution industrielle, sur les autres continents avec la colonisation et l'esclavage. C'est la transformation capitaliste de l'agriculture qui la rend puissamment destructrice et la relie au monde de la finance. Si jusqu'à présent la famine et la malnutrition étaient une question de mauvaise répartition des richesses, on s'achemine maintenant vers une situation de pénurie.

Nous vivons aussi une crise industrielle, une crise de surproduction, c'est-à-dire que les capacités productrices dépassent les possibilités de ventes (cf. l'automobile) et peut-être une crise de suraccumulation (c'est lorsqu'il y a trop de capital accumulé par rapport à la plus-value qu'il permet de soutirer). Cette question est liée à celle de la baisse du taux de profit (cf. plus haut). Jusqu'à présent, ce type de crise s'est toujours terminé par une guerre, moyen efficace de détruire le trop plein d'équipements.

Mais nous vivons surtout une véritable révolution industrielle, peut-être en terme d'évolution technologique, mais surtout en terme de modification

rapide de l'organisation capitaliste de la production. L'externalisation a été poussée à un degré inconnu jusqu'ici, à un point à propos duquel on peut parler de saut qualitatif. L'externalisation consiste à confier des fractions du processus de production à d'autres entreprises. On en a vu une illustration facile avec le scandale des lasagnes de Findus. Les grands groupes ont développé la modularisation, c'est-à-dire une conception des produits en terme de modules partiellement communs et assemblés différemment. Cette modularisation permet de sous-traiter jusqu'au cœur de l'activité productive. Elle se traduit par ce qu'on appelle des entreprises en réseau, c'est-à-dire des constellations d'entreprises qui travaillent ensemble, dont certaines en position dominante bien sûr. Elle se traduit aussi par un éclatement complet du collectif de travail : salariés d'employeurs différents sur le même lieu de travail, salariés qui ne travaillent jamais chez leurs employeurs officiels, qui sont là le temps d'une « mission », donc dans une perspective provisoire, même si la mission dure éventuellement plusieurs années. L'interdépendance et la concurrence deviennent généralisées jusqu'au cœur de l'entreprise. Et il n'y a pas toujours de pilote dans l'avion au bout du compte, comme en témoignent les scandales récurrents, mais par contre il y a toujours un tiroir-casse, merci.

Cette externalisation se combine avec la mondialisation. Les processus de production sont fractionnés au niveau mondial. Pour reprendre l'exemple des lasagnes, une soi-disant industrie basée à Boulogne en fait sous-traite à Metz qui sous-traite au Luxembourg qui commande de la viande dans le Sud Ouest qui s'adresse à un trader à Chypre qui s'adresse à un trader en Hollande qui achète de la viande en Roumanie. Et ça, juste pour la viande hachée de la sauce des lasagnes ! Imaginez pour un moteur d'avion ! C'est un des éléments qui rend la situation difficile à analyser d'un point de vue économique. Nous continuons de raisonner au niveau national, éventuellement régional (Europe). Or, le système est réellement mondialisé. Il y a toujours des trusts mondiaux, et probablement qu'en fait leur poids dans le capitalisme est de plus en plus lourd. Mais leur mode de gestion se fait par fractionnement en entités plus petites mises en concurrence les unes avec les autres. La concurrence n'est plus seulement entre entreprises, elle est à l'intérieur des entreprises. Ces géants utilisent les différences nationales dans cette gestion, et sont de plus en plus détachés du sort d'une économie en particulier. Les Etats-Unis et l'Europe sont toujours des gendarmes mondiaux, toujours au service de leurs grands groupes nationaux,

mais en quelque sorte de plus en plus indépendamment des conséquences dans leurs propres économies nationales. C'est pourquoi la grande mode est à « l'attractivité » des pays. Ce qui compte, ce n'est plus la cohérence d'une économie nationale, mais ses atouts dans la compétition mondiale.

De ce fait, analyser où on en est de la crise devient très difficile. Ce qu'on peut dire, c'est qu'en ce qui concerne la France, ses atouts classiques dans la concurrence mondiale étaient la qualification de sa main d'œuvre, la qualité de ses infrastructures, son accumulation technologique (ceci d'après les enquêtes auprès des grands patrons étrangers). Les deux premiers éléments sont liés à l'existence de services publics importants et qui fonctionnent. Clairement, c'est ce qui est en train d'être cassé. En ce qui concerne les recompositions mondiales en jeu dans cette crise, pour s'y retrouver, il faudrait une analyse sérieuse, et pas seulement théorique, du fonctionnement mondial de l'organisation capitaliste de la production, et des liens entre finance et capacités productives. Elle existe peut-être, mais je ne l'ai pas trouvée.

#### ET LA LUTTE DE CLASSES ?

Seule la résistance des peuples peut casser la machine infernale en train de nous écraser. Mais le rapport de forces

pour le moment ne semble pas très favorable.

La bonne nouvelle, c'est qu'on peut réellement parler de prolétariat mondial en terme de « classe en soi », c'est-à-dire qu'il y a bien un prolétariat mondial, un collectif mondial de travail. Aucune statistique mondiale n'est fiable, mais on peut probablement parler d'une extension numérique de la classe ouvrière à ce niveau. En ce qui concerne les pays développés, il n'est pas sûr du tout que la classe ouvrière soit en train de diminuer numériquement. Tout dépend ce qu'on entend par classe ouvrière. Si le prolétariat, ce sont bien les salariés exploités, producteurs d'une plus-value accaparée par les patrons, alors c'est plus des 2/3 de la population active (ouvriers, essentiel des employés et une partie importante des professions intermédiaires).

Par contre, en terme de « classe pour soi », c'est-à-dire de conscience de classe, ce n'est pas gagné. La multiplication des statuts, la généralisation de la précarité, les changements de vocabulaires (aujourd'hui, on dit « opérateur »), le déclin du mouvement ouvrier, se traduisent par un déclin important du sentiment d'appartenance de classe, par une difficulté à reconstruire une identité collective qui perdure au-delà des moments de lutte. Et quant à la conscience d'appartenir à un prolétariat mondial... Nous avons plus qu'un

wagon de retard par rapport à l'organisation de la bourgeoisie. Face à l'organisation capitaliste mondiale de la production, nous n'avons pas pour le moment trouvé de modalités concrètes de résistance mondiale, la seule issue pourtant à terme. C'est extrêmement difficile. Les travailleurs des différents pays sont objectivement mis en concurrence entre eux, leurs conditions sont objectivement différentes, leur identité s'inscrit dans un espace national ou régional. Il y a aussi un énorme problème de rencontres concrètes : obstacles de la langue, de l'argent et du temps que représentent les voyages. Comment inventer une solidarité mondiale qui ne passe pas par des bureaucrates professionnels ?

Le capitalisme a changé, et continuer de changer. De nouvelles modalités de luttes et de résistance émergent difficilement. Beaucoup de nouveaux mouvements sont apparus hors de l'espace du travail, ou critiques du travail aliéné depuis une position extérieure ou semi-extérieure (chômeurs et précaires). Reste à réinventer la lutte de classes au cœur de l'espace productif, de préférence mondial.

Sylvie



# Chevalgate : une coopérative dans les arrière-cuisines de l'industrie agroalimentaire

L'affaire de la viande de cheval étiquetée boeuf, qui a éclaté début février et s'est propagée très vite à l'échelle européenne, s'est tassée un mois plus tard... Tout a été fait pour que s'éteigne au plus vite l'incendie. Malgré les enquêtes et effets d'annonce du gouvernement, on peut prédire que cet énième soubresaut provoqué par l'agro-business ne contribuera pas à de réelles avancées.

La plus importante cooperative du Pays Basque, Lur Berri (terre nouvelle en langue basque), dont le siège est à Saint Palais, a, en février surtout, fait la une de nombreux medias français. Cette cooperative est la maison mere de l'entreprise Spanghero, le negociant en viande de Castelnaudary, accusée d'avoir, par un jeu d'etiquettes, transforme de la viande de cheval venant de Roumanie en viande de bœuf.

## UNE COOPERATIVE TREMLIN POUR LES NOTABLES

Créée en 1971 par la fusion de deux petites cooperatives locales, Lur Berri fut portée sur les fronts baptismaux par le sénateur Jean Errecart, figure locale de la démocratie chrétienne et conseiller général sans interruption du canton de Saint-Palais de 1945 et 1971. Depuis sa naissance, la cooperative a d'ailleurs toujours été une forteresse et un tremplin pour les politiciens centristes locaux. Elle fut présidée un temps par J-J. Lasserre, ancien président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, devenu depuis lors sénateur ; et Barthélemy Aguerre, son vice-président depuis 1980 et président de Spanghero, siège au Conseil général depuis 1994 et est le suppléant de Jean Lassalle, seul député du Modem élu. Aguerre est également maire depuis 1976 du village de Luxe, proche de Saint Palais. On le voit, ce notable aime accumuler les postes et les fonctions de toutes natures. Outre ses mandats politiques, son nom apparaît dans l'organigramme d'une trentaine de sociétés.

Le parcours de B. Aguerre, chantre de l'agriculture productiviste et baron politique dans son fief bas-navarrais, se confond avec l'expansion exponentielle de Lur Berri.

## UNE COOPERATIVE QUI VEUT SE FAIRE AUSSI GROSSE QUE...

La cooperative d'aujourd'hui ne ressemble plus du tout à celle des origines, celle à échelle humaine, s'étendant sur

une aire géographique identifiable et s'appuyant sur les producteurs locaux pour valoriser leurs productions. Présente aujourd'hui sur le Pays Basque et le Béarn, les Landes, les Hautes-Pyrénées et le Tarn et Garonne, elle a des ramifications internationales diverses et variées.

Originellement spécialisée dans le commerce céréalier, elle s'est associée au leader mondial du maïs semence Pioneer pour planter jusqu'à 3 000 ha de la marque et l'exporter un peu partout en Europe<sup>1</sup>. Puis se sont ajoutés approvisionnement, magasins, usine d'aliments, productions animales, salaisons, etc... Depuis les années 2000, Lur Berri a voulu grossir, égaler ses concurrentes en se lançant dans une vaste politique d'acquisition d'entreprises, chaînes de magasins (Gamm Vert, M. Bricolage), entreprises de viande, négociants pour faire du développement externe et de l'acquisition de marchés ; dans le même temps, elle n'a pas hésité à fermer des outils de proximité (dépôts, abattoirs, services de transports), malgré l'opposition du Comité d'entreprise et des salarié-es syndiqué-es à la CFDT. Lur Berri est devenue l'actionnaire de référence de la société de boucherie industrielle Arcadie Sud Ouest (abattage, découpe), basée à Orthez et dont Aguerre est le PDG, qui contrôle sept abattoirs et qui a racheté en 2012 la société aveyronnaise Poujol, spécialisée dans le steak haché. En 2009, la même stratégie d'expansion et de diversification a conduit la coopérative à acquérir Spanghero (à Castelnaudary), dont Aguerre est là encore président. Spécialisée dans les conserves et plats cuisinés, la PME familiale était au bord du dépôt de bilan. Lur Berri a racheté l'entreprise et la marque pour l'euro symbolique, mais il lui a fallu injecter 17 millions dans cette entreprise mal en point. En 2012, profitant de la tempête financière qui a frappé l'Islande, Lur Berri a acquis Alfesca, groupe islandais, ce qui lui a permis de prendre le contrôle du géant du foie gras et du saumon fumé, notamment Labeyrie, de-

venu depuis Labeyrie Fine Foods. Par cette acquisition, le groupe Lur Berri a doublé sa taille.

Ainsi Lur Berri, embarquée depuis la fin des années 2000 dans une stratégie d'expansion internationale (partenariats avec les Etats-Unis, la Belgique ou l'Espagne...) et financière, s'est transformée au fil des années en un des poids lourds de l'agroalimentaire français. En 2012, la coopérative rassemble 5000 agriculteurs (dans leur immense majorité des petits éleveurs basques et béarnais affiliés à la FNSEA, qui fournissent la coopérative en boeufs, porcs, moutons, canards) et affiche une santé financière éclatante : elle présente un excédent brut d'exploitation de 86 millions d'euros pour un chiffre d'affaires dépassant le milliard, une hausse spectaculaire de 85% par rapport à 2010-2011.

## PENDANT QUE LA COOPERATIVE S'ENRICHIT, LES PAYSANS S'APPAUVRISSENT ET LES SALARIEES TRIMENT

Le groupe emploie 842 salarié-es équivalent temps plein, dont 543 à Lur Berri, 299 chez Spanghero. La plupart sont payés au lance-pierres (50% des travailleurs-ses de Lur Berri gagnent moins de 1 300 euros net par mois), des heures supplémentaires ne sont pas rémunérées, et ceux-celles de la maison mère sont en procès depuis de nombreuses années avec la direction qui cherche à leur faire rembourser des primes d'intéressement qu'elle prétend leur avoir versées "à tort".

Les 5 000 agriculteurs adhérents n'ont plus du tout leur mot à dire dans la gestion de la

coopérative ; celle-ci n'a plus rien à voir avec la prétendue "économie sociale", ni avec les circuits de proximité de ses origines, ni avec le projet affiché au départ de "faciliter le travail des éleveurs". Bien au contraire. Quand Lur Berri ferme l'abattoir local en 2003 et se met à importer massivement, dans le même temps, de la "viande" des pays

1 - En 2007, le collectif anti-OGM du Pays Basque avait occupé plusieurs jours les locaux de Lur Berri à Saint Palais afin que le groupe renonce à commercialiser des semences de maïs OGM.



de l'Est qui fait concurrence à celle produite par ses propres adhérents, cela se fait évidemment au détriment des paysans adhérents.

Prix tirés vers le bas - ce qui asphyxie les petits paysans et favorise l'agrandissement des exploitations -, commerce international de viande tourné vers les circuits longs (60% à 70% de la viande commercialisée dans le département vient d'Allemagne et de Pologne, alors que les petits éleveurs locaux qui produisent une viande de qualité ont du mal à survivre) et vers la grande distribution, expansion coûteuse et à marche forcée du groupe, pressions de toutes sortes sur les employé-es, voilà la stratégie de la coopérative qui agit pour rechercher un profit maximum, comme n'importe quelle entreprise capitaliste de l'industrie agroalimentaire.

A cela s'ajoute que les dirigeants de Lur Berri n'ont pas hésité à user de pratiques commerciales douteuses pour s'approvisionner en "viandes" à vil prix, ni d'accommodements frauduleux mais fructueux ; en l'occurrence, mais bien entendu "à leur insu" comme ils le soutiennent<sup>2</sup>, faire passer pour de la viande de boeuf du "minerai" (conglomérat congelé fait de résidus carnés raclés sur les carcasses, de gras et de collagène) à base de cheval acheté en Roumanie et payé 50% de moins.... Ce qui a représenté une masse de 750 tonnes faussement étiquetées boeuf, dont 250 transformées par Spanghero en merguez et plats cuisinés, et 500 livrées à Comigel (et à sa filiale Tavola). Gain potentiel estimé à 550 000 euros

pour le groupe Lur Berri.

### LES REACTIONS A LUR BERRI, DE LA COLERE A LA RESIGNATION...

S'agit-il d'une dérive de la coopérative, comme l'en accusent ceux-celles qui contestent la stratégie de la direction de Lur Berri ?

Comme c'est quasiment toujours le cas, le rapport de force institué entre la coopérative et les coopérateurs a tourné complètement au détriment des seconds, d'abord parce que ces derniers dépendent des débouchés que la première leur trouve et ensuite parce que sa financiarisation, que les coopérateurs ont acceptée, les a complètement dépossédés de leur objet de par sa complexité. De plus, les adhérents, par sentiment d'incapacité, délèguent beaucoup aux dirigeants de la coopérative, aux administratifs technocrates "spécialistes" qui la gèrent comme une entreprise et qui les poussent dans la dépendance et dans une logique agro-industrielle, ne serait-ce qu'en leur faisant accepter engrais et pesticides commercialisés par la coopérative, mais aussi semences, nourritures animales, conseils d'experts-commerciaux...

Certain-e-s disent vouloir se battre pour faire revenir Lur Berri aux "valeurs" et aux "missions" de ses origines, à "l'esprit coopératif" qui l'animait à ses débuts. C'est le cas d'une minorité de paysans anti-productivistes et d'une partie importante des salarié-es, qui dénoncent depuis longtemps la méthode de développement de la coopé-

rative, la course aux prix bas liés à une très mauvaise qualité collant à la logique de la grande distribution, le jeu sur la mondialisation du marché pour créer de la précarité pour beaucoup et des profits pour quelques individus, toute une stratégie qui va à l'encontre des paysan-nes, des salarié-es et des consommateurs-trices.

Le 18 février, une centaine d'agriculteurs-trices du syndicat basque ELB, affilié à la Confédération paysanne, se sont réunis devant le siège de la maison-mère, avec entre autres banderoles "S'entraider sans trader". Ils dénonçaient une affaire "qui illustre la dérive de la coopérative, les conséquences d'une stratégie d'expansion et d'internationalisation désastreuses pour les producteurs locaux, les consommateurs et plus largement le développement économique et social du territoire".

Ils souhaiteraient que Lur Berri redresse la barre en pariant sur les filières locales, les démarches de qualité, la relocalisation de l'économie, bref qu'elle redevienne une coopérative au service de ses paysan-nes adhérents, "défendant les intérêts des salariés, de l'agriculture locale et des consommateurs". Ils-elles voudraient que les agriculteurs-trices, qui ont été dépossédés de leur fonction de coopérateurs-décideurs, reprennent du pouvoir.

Mais cet objectif apparaît bien improbable dans le contexte du système actuel ; il se heurte de plein fouet à la concurrence acharnée que se livrent, à l'échelle européenne et mondiale, les grands groupes de l'industrie agro-ali-

2 - La direction de Lur Berri a gardé pendant longtemps le silence, seul s'est exprimé brièvement, au tout début de l'affaire, B. Aguerre, vice-président du groupe et président de Spanghero pour dire : " J'ai été grugé, mes collaborateurs aussi, par des gens bien plus malins que nous"...

## Agro-alimentaire

mentaire. On voit mal comment recherche de profits et de compétitivité sur un marché dominé par la grande distribution, les industriels et les financiers peut rimer avec solidarité et proximité.

De plus si, dans les jours qui ont suivi la révélation de l'affaire du cheval-boeuf, de nombreuses voix se sont élevées dans les rangs des coopérateurs-trices pour protester contre les choix stratégiques effectués par les dirigeants, un mois plus tard, à quelques exceptions près, ces voix se sont tues, de nombreux salarié-es et adhérent-es craignant sans doute de subir les conséquences du scandale et préférant calmer le jeu.

### AU DELA DE LUR BERRI-SPAN- GHERO, TOUT LE SYSTEME EN CAUSE

Au delà de Lur Berri-Spanghero, c'est tout le circuit de la viande et l'industrie agro-alimentaire qui sont sur la sellette. En effet, on ne doit plus parler de fraude quand plus d'une dizaine de pays à ce jour, en Europe et au delà, sont amenés à retirer de la commercialisation des plats "cuisinés" (4,5 millions de produits diffusés sur 6 mois par 28 entreprises dans 13 pays européens) et que tant de marques de grandes chaînes de distribution sont concernées, sans compter les fournisseurs des écoles et des hôpitaux. C'est tout le système fondé sur l'exploitation et le profit qui est en cause.

Si l'affaire de la viande de cheval commercialisée pour du boeuf a fait du bruit, du moins quelques semaines, c'est qu'elle s'ajoutait à la série des scandales alimentaires précédents.

Et malheureusement, il ne s'agit là que d'une affaire (et, qui plus est, petite, car apparemment sans conséquence sanitaire...) parmi des dizaines d'autres dont on ne saura jamais rien et qui sera suivie par beaucoup d'autres. Ce sera le cas tant que l'alimentation nécessaire à la vie même de chacun-e est traitée comme une marchandise sur laquelle on peut spéculer, tant que les circuits sont à ce point éloignés et complexifiés qu'ils produisent une pléthore de sous-traitants, tant que la production agricole est in-

dustrialisée, tant que les producteurs sont soumis à des intermédiaires et des industriels-distributeurs tout puissants, qui pratiquent l'auto-contrôle et agissent à leur guise, prenant chacun leur marge au passage (financée par le consommateur), tant que la concentration des circuits de l'agro-alimentaire a mis ce secteur entre les mains de trusts considérables, tant que les supermarchés, déjà en situation de quasi monopoles, étranglent la chaîne de production en cherchant à écraser les prix... tant que perdure ce système qui repose sur le productivisme, la concurrence, le fric et les profits, ainsi que le mépris des humains..

### PEU DE RISQUES POUR LES «FRAUDEURS»

Le 12 mars, au bout d'un mois d'enquête, le gouvernement s'est fait fort d'avoir découvert les canards boiteux en mettant à jour quatre autres circuits concernant des sociétés qui ont détecté de la viande de cheval dans leurs pro-

Mais le désigner exclusivement et parler de fraude, cela permet d'effacer toute une chaîne de responsabilités et sert d'exutoire au système pour pouvoir perdurer. Même le ministre de l'agriculture français, Le Foll, a feint de découvrir avec étonnement "la complexité des circuits et de ce système de jeux de trading entre grossistes à l'échelle européenne". Tous les pays d'Europe ont trouvé chez eux des "brebis galeuses" du commerce de viande qui trafiquaient pour faire baisser les prix et hausser les profits. Mais cela n'est pas à l'échelle de quelques arnaqueurs : c'est tout le système capitaliste mondial qui est devenu une vaste arnaque.

### LES PRECONISATIONS : LA «TRA- CABILITE»

De cette "crise", les gouvernements - et les associations de consommateurs - n'ont retenu que les manquements des systèmes de contrôle et de traçabilité de l'industrie agroalimentaire. La solution préconisée, c'est l'étiquetage en aval. Ce qui évidemment ne remet pas en cause la production elle-même et sa rentabilisation, le dispositif concurrentiel, l'agriculture industrielle aux mains des lobbies alimentaires, les lobbies des transports, les lobbies chimiques, pharmaceutiques etc..., mais qui, tout au plus, cherche à rassurer les consommateurs-trices en leur faisant croire qu'ils-elles disposeront ainsi de quelques moyens pour arbitrer la concurrence.

Ainsi le gouvernement français demande à ce que l'Europe<sup>4</sup> s'engage en présentant un texte législatif imposant l'étiquetage de l'origine des viandes dans les

plats préparés, ceci alors même que les lobbies de l'industrie agroalimentaire pèsent de tout leur poids pour que les produits ne soient certifiés conformes que par l'entreprise elle-même et que la Commission européenne préconisait même, il y a quelques mois, qu'une partie du contrôle soit déléguée aux abattoirs.

Le gouvernement annonce transparence et multiplication des contrôles. Mais comment renforcer les contrôles alors même que l'office de la répression des fraudes (DGCCRF) a été délestée de 600 inspecteurs (moins 20% d'effectifs en 5 ans), et placée, via l'intitulé "Di-

3 - Gageons que B. Aguerre, porté par son insatiable appétit industriel et habitué à ne pas être trop dérangé dans ses affaires, parviendra à se relever de celle du chevalgate sans dommage. Tout au plus est-il envisagé qu'il démissionne d'un de ses postes de président, celui de la société Arcadie. C'est d'ailleurs cette filiale de Lur Berri qui avait été mise en examen en 2008 pour "tromperie sur les qualités substantielles et sur l'origine d'un produit, tromperies aggravées sur les risques pour la santé humaine" et "mise en vente de denrées corrompues", à savoir du corned-beef avarié. Six ans après, l'instruction est toujours en cours... Quant à Spanghero, ses dirigeants s'étaient déjà fait une belle frayeur avec une fausse alerte à la bactérie E.coli en juin 2011, les obligeant à rap- peler des tonnes de viande.

4 - Pour l'heure, seuls le Portugal, la Finlande et la Grèce ont rejoint la France et l'Allemagne sur cette proposition.



duits, mais "en faible quantité" et sans qu'il y ait eu changement délibéré des étiquettes... contrairement à ce qui est reproché dans le cas du circuit que composent le fournisseur de viande Spanghero, le fabricant de plats Cogimel et les deux sociétés de trading, la Draap trading installée à Chypre et sa collègue hollandaise Windmeijer Meat trading... Là, le système d'étiquetage et de codage a permis de montrer qu'il y avait bien fraude et que la société Spanghero, et donc son président (entre autres), étaient au courant de ce qui se passait. Mais l'enquête continue.

On tiendra peut-être un coupable<sup>3</sup>.

rection départementale de la protection des populations", sous l'autorité des préfets, plus proches des patrons pour neutraliser des enquêteurs trop zélés. Et puis, pour contrôler quoi ? Quand on sait que la présence de produits chimiques et nocifs de toutes sortes (résidus d'antibiotiques, d'hormones, d'antiparasitaires, de neuroleptiques) n'est en rien frauduleuse et qu'elle est même considérée comme tout à fait légale.....Toute cette tambouille est exécutée sans déroger à la réglementation. Il s'agit du fonctionnement permanent et régulier du système capitaliste en matière de nourriture.

De plus, en quoi les étiquetages suffiraient-ils à s'assurer de l'origine et de la qualité de la viande utilisée par les enseignes ? Echanges internationaux et progrès techniques se conjuguent pour brouiller les pistes de la traçabilité. Les pouvoirs publics en sont réduits à conduire des tests ADN pour déterminer la nature de la viande dans les lots incriminés...

Certes, la traçabilité fait le bonheur des inventeurs de gadgets informatico-électroniques : à la mi-mars, un groupe concurrent de Lur Berri, la Coopérative des éleveurs des Pyrénées-Atlantiques (850 éleveurs de vaches blondes d'Aquitaine) mettra en pratique un procédé de flicage de la viande qu'il commercialise : un code-barres en deux dimensions (QR) permettant au consommateur-trice de faire apparaître, sur son smartphone, la prove-

nance des morceaux de boeuf... Enquêtes ADN, "étiquettes intelligentes" RFID, puçage électronique généralisé n'ont d'autre effet que d'accélérer et rentabiliser les flux et les stocks de marchandises, d'animaux, d'humains. Réclamer plus de traçabilité, c'est ne pas remettre en cause les circuits longs ; bien au contraire, " c'est perpétuer toujours plus de flux, plus de kilomètres entre l'abattoir et l'assiette, plus d'élevage et d'agriculture industriels, plus de ravages environnementaux, sanitaires, sociaux", comme le dénonce le collectif PMO (Pièces et Main d'Oeuvre).

### LE BESOIN D'UNE AGRICULTURE DE PROXIMITE, A L'ECHELLE HUMAINE

Cette affaire a peut-être amené à s'interroger sur les plats cuisinés vendus à bas prix. D'après une enquête Nielsen publiée le 8 mars, les ventes de ces plats en France sont en forte chute, portant le manque à gagner à 3,5 millions sur 2 semaines. 64% des gens interrogés disent se sentir "trompés sur la réelle composition des produits alimentaires" et leurs intentions d'achat reflètent ce mécontentement. Mais la mémoire est courte et l'accumulation des affaires et des scandales peut conduire au fatalisme, au sentiment d'impuissance et à la passivité. De plus, dans le contexte actuel de pouvoir d'achat en baisse, les arbitrages des dépenses risquent d'être faits au détriment de l'alimentation, pourtant une

des bases de la santé, dont la part dans le budget baisse déjà d'année en année.

Pendant une tendance de plus en plus forte s'exprime, de la part de paysannes et de consommateurs-trices, pour revenir aux fondamentaux d'une agriculture fournissant des produits de qualité payés à leur juste prix, respectueuse de l'environnement, ainsi qu'à des outils de transformation de proximité et à des circuits courts. Vente directe, système des AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), groupement de paysannes pour prôner produits fermiers ou bio, qualité, petite production, relocalisation des échanges sont autant de pratiques qui vont dans le sens d'une maîtrise des produits de la production à la commercialisation et à contre courant de l'agriculture mondialisée et financiarisée.

Kris, le 17 mars

Rassemblement de protestation de paysan-nes d'ELB devant le siège de la coopérative Lur Berri



# L'Islam politique

La cohérence apparente des courants salafistes, cohérence de fond et de forme idéologique, ne doit pas occulter leur diversité, leur complexité ; leur antagonisme peut aller jusqu'à une violence extrême pour arriver à leurs objectifs. En même temps ces similitudes d'organisation, de moyens d'actions et parfois même dans les noms de groupes et d'organisations ou partis, trahissent un fond commun incontournable et incompressible qui est l'instauration du royaume de Dieu sur terre.

## INTRODUCTION

Depuis l'intervention française en Libye en 2011, la situation dans cette région ne cesse de se dégrader ; aujourd'hui elle prend la forme d'une catastrophe annoncée, tant sociale que politique. Des dépôts d'armes gigantesques contenant toute sorte d'armements et calibres, dans le sud libyen, sont restés en libre service pendant des mois, accessibles à toute personne possédant un camion, un 4x4 ou un chaumeau... Mais les armes ne sont pas le problème en soi. La majorité des Libyens ne possèdent pas d'armes et n'ont rien à faire avec, après la chute du régime de Kadhafi. Il y a d'autres raisons qui font que ces armes sont un problème dans la région, ce sont les groupes qui en cherchent pour les vendre et d'autres pour s'en servir. Ces groupes existaient avant la fin du régime et ont participé à sa chute avec la complicité en toute connaissance de cause de la France et de l'Otan. Ces groupes se sont multipliés en Afrique et commencent à menacer les intérêts français dans cette zone, ce qui a fourni un bon prétexte pour mener une seconde guerre (le serval) sur un scénario remake de la première guerre en Libye. Il est important pour tous ceux et toutes celles qui ont soutenu les révoltes et soulèvements de Libye, Tunisie et Egypte, de comprendre la nature et la provenance de ces groupes : islamistes, salafistes, intégristes, djihadistes radicaux, considérés aujourd'hui comme des dégâts collatéraux des révolutions arabes. Si ces groupes sont armés de kalachnikov et de missiles au Sahel, s'ils constituent des milices armées en Libye et Syrie, ils peuvent manifester pacifiquement en Tunisie et en Egypte dans les rues pour réclamer l'application de la charia, empêcher la représentation d'une pièce de théâtre, la tenue d'une exposition d'art, attaquer des chaînes de télévision, détruire des statues ou parfois juste jeter un voile noir sur la statue d'Oum Kalthoum, chanteuse égyptienne adulée de millions de personnes ; mais aussi ils assassinent des journalistes ou des intellectuels, le dernier en date est Chokri Belaïd, tué le 6 février 2013 devant sa maison en Tuni-

sie. C'était le secrétaire général du Parti Unifié des Patriotes Démocrates qui fait partie de la coalition de gauche du Front Populaire. En Libye on dénombre des dizaines d'assassinats politiques depuis 2011. Ces petits groupes ne tombent pas du ciel et ne sont pas l'émanation des révoltes populaires, ils existaient avant et ont réussi à prendre en marche le train de la révolution pour avancer leurs revendications et imposer leur vue de la société. Ils sont une composante certes minoritaire mais essentielle de l'islam politique et cela vaut la peine de s'intéresser à leur histoire et leur évolution.

## LE SALAFISME EXIGE UN ÉTAT ISLAMIQUE

On doit prendre en compte l'existence dans les sociétés musulmanes d'un mouvement ou d'un événement qu'on peut nommer islam politique ; chiite, concrétisé par la création de la République islamique d'Iran en 1979 et sunnite apparu au 18ème siècle avec Mohammed Abdelwahhab qui a fondé l'état islamique d'Arabie Saoudite. Cet islam politique qui se développera en plusieurs branches peut être appelé salafisme, dans la mesure où l'objectif est de revenir aux fondamentaux de l'islam sur la base des textes coraniques et de la Sunna, d'imposer la charia comme source principale de législation sinon source unique. De cet islam politique est née une multitude de groupes, d'écoles, de tendances d'une grande complexité. Cependant on peut schématiquement les classer en diverses catégories selon leur position par rapport au pouvoir politique.

Le salafisme institutionnel, intégrationniste, accepte de jouer le jeu des élections, espérant arriver à changer la société et à imposer sa vision par la voie parlementaire ; on le retrouve dans la nébuleuse des Frères Musulmans, entre autres (voir CA n°226, janvier 2013).

Le salafisme rupturiste refuse totalement le jeu politique, les institutions, les élections et considère la démocratie non conforme à l'Islam ; son refus des élections est motivé par le fait qu'il est inconcevable que des femmes soient élues, ainsi que des citoyens ordinaires. Ils se divisent également en deux

groupes. D'une part, les traditionalistes qui s'exhibent sur la place publique avec barbe, djellaba, burka et autres artifices servant au salafiste à montrer qu'il suit un modèle, modèle que tout le monde doit suivre. Ces derniers travaillent à la transformation de l'individu à l'intérieur de la société par le biais d'associations et de structures parallèles au travers de prêches, de séminaires et aussi de travail social dans les quartiers populaires, d'un réseau impressionnant d'écoles coraniques avec concours de récitation de l'intégralité du Coran. En quelque sorte, ils remplissent le rôle de l'Etat en assurant des services délaissés par celui-ci comme la scolarisation des enfants, la gestion des emplois, la création de petites entreprises, le financement par des prêts. Ils finissent par agir comme si cet Etat n'existait pas en appliquant eux-mêmes, par groupes organisés, des sanctions ou des châtiments selon la justice islamique. Ils mènent des actions collectives de saccage des bars, des théâtres, cinémas, salon de coiffure, de tout ce qui peut être vu comme une incitation à la débauche tel un magasin de vêtements féminins, par exemple. Le travail politique ne sert à rien selon cette optique avant d'avoir préparé l'individu musulman à ce changement d'où leur «neutralité» pendant les révolutions arabes, voire leur complicité avec les régimes lorsque certains groupes ont rédigé des fatwas interdisant la désobéissance envers les dirigeants musulmans. En Egypte, plusieurs groupes ont fini par former des partis politiques, au dernier moment juste avant les élections, malgré leur refus catégorique au début des événements de participer à la bataille politique. Ces groupes restent tout de même dans une relative légalité en reconnaissant les pouvoirs en place sans appeler à les renverser ou se révolter contre car ils pensent qu'il est superflu de s'occuper des choses terrestres, l'important étant de pratiquer l'islam comme si on vivait au 7ème siècle.

Le deuxième groupe rupturiste est constitué des salafistes armés, et non djihadistes comme ils sont désignés habituellement par les médias, car le djihad est revendiqué de fait par tous les

salafistes sans exception, mais chacun à sa façon et selon sa propre interprétation, le djihad étant un des piliers de l'islam politique. Ces groupes armés pensent que leur devoir est de changer le pouvoir corrompu par les armes et d'imposer la charia par la force. Ils sont représentés par des groupes comme Al-Qaïda, Aqmi, Mujao, Boko Haram et une foule d'autres groupuscules en Libye, Syrie, Somalie, ... mais qui restent limités en nombre malgré le tapage médiatique fait autour d'eux qui sert à exagérer leur importance pour d'évidentes raisons.

Il y a des passerelles entre ces catégories, l'exemple d'Abdelkarim Belhaj passé de combattant armé en Libye puis en Afghanistan à salafiste institutionnel en formant un parti politique pour se présenter aux élections après la chute de Kadhafi. On peut passer des années en tant que salafiste faisant du social puis quand le moment arrive passer en Afghanistan, Syrie ou Mali pour accomplir son devoir en combattant l'ennemi. L'autre exemple est le parti égyptien An-nour, qui à l'origine est un groupe refusant toute participation au jeu politique et finit par se présenter aux élections et soutenir M. Morsy.

## LES ORIGINES

Les mouvements salafistes sunnites contemporains, toutes tendances confondues, sont basés sur la doctrine et les écrits de Mohammed Ben Abdelwahhab (1703-1791). C'est un prédicateur saoudien qui, à l'époque, diagnostiquait les problèmes des sociétés musulmanes et arabes en attribuant leur déclin économique et politique, à l'abandon de l'idée centrale de l'islam comme unicité absolue de dieu. Il commence à prêcher dans le désert, si on peut dire, car le contexte de l'époque ne permet pas ce genre de luxe intellectuel ou spirituel. Il revendique un retour à une lecture littérale du Coran et refuse toutes les réformes accumulées pendant 10 siècles de confrontation entre les différentes visions du texte d'origine. Cette lecture puritaine, à son tour, trouve ses racines dans la tradition musulmane hanbalite au travers du per-

«Instance de la promotion de la vertu et la prévention du vice»



sonnage le plus réactionnaire de l'histoire musulmane : Ibn Taymiyya (1263-1331) originaire d'une petite ville située à la frontière entre la Syrie et la Turquie, qui a déclenché une guerre sans merci contre toute pensée rationnelle et toute nouvelle interprétation du texte. Il sera jugé et emprisonné maintes fois et finit par mourir dans la prison du fort de Damas à 67 ans. Quant à M. Abdelwahhab, il a été obligé, vu l'hostilité rencontrée dans sa ville natale à majorité chiite, Alayniyya, de se réfugier dans une autre ville, Darâiyya près de Ryad, fief d'une puissante famille, les Al Saoud, où, bien reçu, il a signé un accord avec Mohammed Ibn Saoud, chef de famille de l'époque. Cet accord stipule que Ibn Saoud adopte la doctrine wahhabite et que M. Abdelwahhab soutient les actions politiques et militaires de Ibn Saoud, celui-ci continuant à percevoir les impôts de la ville du prédicateur ; mais le plus important de l'accord précise que le mouvement propage sa doctrine soit par la parole soit par la force contre ceux qui la refusent. Cette alliance entre le politique et le religieux porte très vite ses fruits. Le mouvement se développe et commence à mettre le wahhabisme en pratique en purifiant l'islam de toute pratique jugée non conforme, surtout dans un islam populaire où les pratiquants usent de symboles concrets et physiques comme intermédiaire entre eux et le ciel comme les marabouts, les mausolées et différents sites sacrés. Cela commence à la Mecque par la destruction ou le sac- cage de symboles populaires, de sites

historiques de grande importance pour les musulmans comme le mausolée de Khadidja, première femme du prophète et sa compagne dès le début de son projet religieux, ils se sont aussi attaqués à un sanctuaire de Mohammed situé sur son lieu même de naissance. Il n'y a rien d'étonnant à retrouver aujourd'hui les mêmes pratiques perpétrées par les nouveaux salafistes comme actes symboliques d'adhésion et affiliation à leur chef spirituel. Ces actions se déroulent en ce moment en Tunisie, en Libye, en Egypte et récemment dans divers endroits au Mali. La destruction de sites historiques, qui selon cette philosophie éloignent le croyant de dieu et sont considérés comme shirk (polythéisme), est un acte fondamental et idéologique et non un acte anodin ou gratuit. De même, du temps d'Abdelwahhab, ils ont instauré le châtiment corporel pour les voleurs, les coupables d'adultère, l'interdiction de l'alcool et instauré une police des mœurs. Ils ont, aussi, déclenché une guerre impitoyable dans toute la péninsule arabique et fondé le premier état saoudien sur le concept du Jihad par les armes ; cette guerre n'était pas uniquement dirigée contre les Turcs mais aussi contre tous ceux qui ne sont pas wahhabites. En 1818, l'autorité ottomane charge le gouverneur d'Egypte de mettre fin à cette insurrection et de détruire la capitale wahhabite, Darâiyya. Mais le mouvement n'est pas décapité pour autant, il va ressusciter, s'organiser et gagner de plus en plus de sympathisants au-delà de l'Arabie Saoudite sous la direction d'Abdelaziz Ben Saoud,

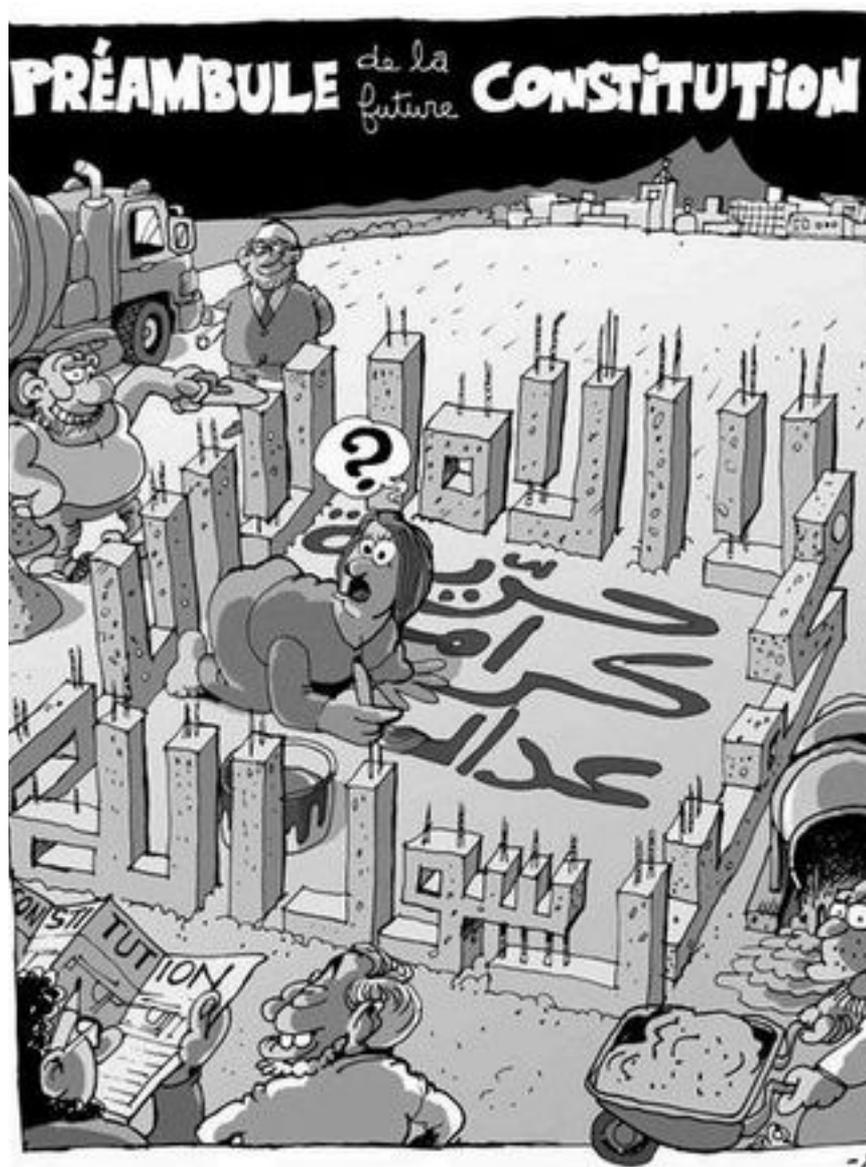
## Religion

en 1932 après une longue guerre qui, selon les historiens, fera 200 000 victimes. Les Al Saoud s'allient aux Anglais contre les Ottomans, ce qui leur permet d'accéder au pouvoir officiellement le 22 septembre 1932 et s'y maintenir jusqu'à nos jours. En février 1945, à bord du Quincy, bâtiment militaire de l'US Navy, le roi Abdelaziz Ibn Saoud signe un traité avec les USA connu sous le nom de pacte du Quincy, qui scelle une alliance stratégique et économique engageant les Etats-Unis à une protection militaire de la famille royale en échange d'un accès au pétrole saoudien pour les compagnies américaines.

### LES SPÉCIFICITÉS DU SALAFISME

L'un des aspects les plus marquant des mouvements salafistes est sa non structuration en mouvement centralisé, chaque groupe est autonome et dépend souvent d'une personnalité, d'un chef spirituel. Alliances et scissions sont très fréquentes notamment dans les groupes armés qui font partie des salafistes d'un point de vue idéologique mais qui divergent quant aux moyens à utiliser pour atteindre leur objectif. La radicalisation a commencé dans les années 80 lors de la prise de la grande mosquée de la Mecque par un groupe salafiste radical, puis l'attaque du Koweït par l'Irak inquiétant les dirigeants d'Arabie Saoudite au point qu'ils font appel aux Américains pour régler ce problème. Les Américains ont contribué largement au développement du salafisme, ils ont financé des groupes armés saoudiens et pakistanais pour faire face aux Soviétiques en Afghanistan. Ensuite dans les années 90, les USA avaient un besoin vital d'inventer un ennemi pour combler le vide provoqué par la chute et la dislocation de l'Union Soviétique. Ils vont alors utiliser les mêmes pions qui les ont aidé à accélérer la chute de l'empire soviétique, ils désignent les salafistes armés (djihadistes) comme l'ennemi principal de la planète. Le pragmatisme américain n'a pas de limite, selon un ancien agent de la CIA, cité par Georges CORM dans Afrique/Asie en janvier 2013 : «Notre alliance avec les Moudjahidines notamment dans la guerre en Afghanistan, a été un élément clé de l'effondrement de l'URSS malgré les retombées négatives. Nous n'avons pas à le regretter, dit-il, même s'il y a des dommages collatéraux comme l'apparition d'Al-Qaïda.»

Le salafisme, le nom que les mouvements salafistes se sont attribués, vient du mot Salaf ou ancêtre en Arabe. Les théologiens désignent comme ancêtres, Mohammed et ses compagnons notamment les quatre khalifes dont trois sont morts assassinés. En gros c'est la période de constitution d'un état isla-



mique avec les premières guerres d'expansion de l'islam à l'extérieur de l'Arabie Saoudite vers la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Egypte et l'Afrique du Nord.

Les salafistes sont nostalgiques de cette période ou alors rien ne résistait à la pureté de la foi. Leur référence à Mohammed et à son comportement, ses habits et même ce qu'il mange et comment, démontre une volonté pédagogique de la part des salafistes, une sorte d'exhibitionnisme militant pour signifier au monde que la voix des salafs n'est pas morte.

Les caractéristiques essentielles du salafisme sont d'une part, l'unicité de dieu qui représente le cœur de ce mouvement : la parole de dieu ne peut être interprétée en dehors de la lecture des Salafs, il est le seul à pouvoir être vénéré. Les salafistes mettent en pratique cet aspect spirituel et idéologique en transformant cette croyance individuelle en une unité quantitative et mesurable d'où leur capacité ensuite à énoncer des jugements, des fatwa et à les exécuter. Pour cela ils observent et mesurent les comportements et les pratiques religieuses de chaque personne pour évaluer leur adaptation à ce principe. Ce qui en fin de compte revient à

dire : Si tu n'es pas salafiste, tu n'es pas musulman. Cette doctrine exclusive s'appuie sur un argument de poids : c'est le prophète qui l'a dit, qui l'a fait, ceci étant confirmé par les quatre khalifes et les deux générations qui suivirent. Les salafistes ont mis en place une police religieuse appelée «Instance de la promotion de la vertu et la prévention du vice» ou Mutawaa. Créée en 1940 en Arabie Saoudite, c'est une police d'État qui a pour but d'appliquer à la lettre les règles et principes religieux en vigueur. Une des actions les plus spectaculaires des Mutawaaen a eu lieu le 11 mars 2002 au matin, lors de l'incendie d'une école de jeunes filles à La Mecque. La police religieuse a empêché celles-ci de sortir de l'école car leurs tenues n'étaient pas strictement conformes au code vestimentaire islamique. Quatorze d'entre elles sont mortes dans les flammes. Récemment, cet outil de répression a été créé en Tunisie sous le nom d'instance centrale de la sensibilisation et de la réforme. Cette police religieuse ou police des mœurs a obtenu, le 17 février 2012, l'autorisation d'exercer son activité politique en Tunisie.

D'autre part, le mouvement des salafistes insiste sur les textes comme

base et ne tolère aucune interprétation exceptée celle déjà faite par les salafs ou ancêtres refusant toute évolution en fonction des diverses conditions historiques et sociales. Ils rejettent toutes les lois humaines et exigent une application stricte de la Charia à la lettre.

### LE RÔLE DE L'ARABIE SAOUDITE

Le rôle important joué par le Qatar lors des événements depuis 2011 a occulté d'une certaine manière le véritable bénéficiaire des révoltes qu'est l'Arabie Saoudite. Ce pays, en ne s'impliquant pas ouvertement, n'apparaît pas comme le grand organisateur qu'il est de l'échiquier politique et social de toute la région. Le salafisme est une idéologie, un réseau au service de la politique saoudienne pour le contrôle de l'ensemble des pays musulmans ; l'Arabie Saoudite se considérant comme l'autorité unique et absolue du fait de sa position historique et symbolique à l'origine de cette religion. Le wahhabisme constitue donc la justification et l'unique légitimation de l'état saoudien ; l'institution religieuse très puissante exerce un véritable pouvoir sur la politique du royaume qui est aujourd'hui le véritable centre de soutien et de propagation du salafisme dans le monde. On peut relever plusieurs raisons à ce soutien financier et logistique. En premier, il s'agit de se protéger contre la démocratie qui risque de mettre fin au pacte politico-religieux et au règne de la famille des Saoud. Se protéger aussi,

contre l'influence croissante de l'Iran, après 1979, date de l'accès des chiïtes au pouvoir. La région comporte un pourcentage important de musulmans chiïtes ; ils sont environ 65% en Irak, 66% au Bahreïn, 35% au Yémen, 30% au Koweït, 30% au Liban, 20% en Arabie Saoudite, 15% en Syrie, 10% au Qatar. Et enfin se protéger contre la progression constante des frères musulmans considérés, malgré leur projet commun, comme des ennemis du royaume car les frères musulmans veulent prendre le pouvoir par la voie démocratique ce qui risque d'évincer le pouvoir saoudien en place. Cela n'empêche pas paradoxalement l'Arabie Saoudite de soutenir les frères musulmans ailleurs car ils sont un facteur important de développement du wahhabisme. Et réciproquement, en Tunisie, les frères musulmans au pouvoir tolèrent voire justifient les actions violentes des salafistes tunisiens. En Syrie l'opposition syrienne, totalement sous l'influence des salafistes que ce soit les frères musulmans ou des groupes armés comme le front d'al-Nosra, est financée et armée par l'Arabie Saoudite et le Qatar pour affaiblir un pouvoir



soutenu par l'Iran.

Les sociétés dites musulmanes aujourd'hui, malgré une progression constante de l'islam politique, restent des sociétés qui aspirent à une vie normale, digne avec plus de justice sociale, une société égalitaire et elles n'acceptent en aucun cas de revenir 14 siècles en arrière. Que ce soit en Tunisie, Libye, Egypte, Syrie ou au Mali, la majorité de la population est hostile à l'islam politique et l'arrivée au pouvoir des frères musulmans n'est que la conséquence de l'opportunisme de ces groupes, de la manipulation médiatique et du soutien du Qatar et de l'Arabie Saoudite à ces courants religieux. Ajoutons à cela, le vide politique dû à 40 ans de répression et l'absence de véritables courants révolutionnaires. L'épreuve de l'exercice du pouvoir, sans vrai programme politique et social, servira certainement à démasquer l'incapacité et l'impuissance de l'islam politique à s'inscrire dans la marche de ces sociétés vers un avenir moins sombre. En Libye le pseudo gouvernement est bloqué par les groupes salafistes armés et totalement paralysé au point qu'on commence à envisager de nouvelles élections au parlement provisoire. En Tunisie et en Egypte, les deux gouvernements sont contestés par la société civile et fragilisés par la découverte du véritable visage autoritaire des frères musulmans qui veulent monopoliser tous les pouvoirs et verrouiller le processus démocratique en élaborant des constitutions à leur mesure.

Saoud Salem, OCL, Toulouse.





# chroniques du contrôle et de la répression

# Big Brother

« ATTENTIFS ENSEMBLE : l'injonction au bonheur sécuritaire »  
Jérôme Thorel – Editions La Découverte –  
Les empêcheurs de penser en rond –  
collection Repères

## Des dossiers médicaux en accès libre sur Internet !

Tout commence par une banale enquête d'un journaliste sur un praticien. Il tape son nom sur Google. Ce moteur de recherche, en premier lien, lui donne le serveur de l'hôpital où il exerce. Le journaliste obtient ensuite, en quelques clics, sans difficulté, un bilan oncologique fait par ce médecin !

Est-ce une faille unique ? Frappés par cette première découverte surprenante, les rédacteurs d'Actu Soins (site d'information dédié aux infirmières) vont poursuivre leurs recherches et constater à de nombreuses occasions la possibilité d'obtenir sur Internet des données médicales confidentielles. Ces découvertes se font à partir de Google sans l'aide d'aucun outil ou logiciel spécialisé. Les renseignements ainsi glanés sont de toute sorte : prescriptions, résultats d'examens, fiches d'admission, fichiers des noms des pensionnaires d'un établissement pour handicapés ou encore lettres de motivation de soignants postulant ! Informés par « Actu Soins », les hôpitaux ou établissements sur la sellette corrigent plus ou moins rapidement leurs dysfonctionnements suivant leurs possibilités techniques...

Et pourtant, d'après des informaticiens, ces dysfonctionnements ne relèvent pas d'une complexité technique importante. En fait, il semble que les serveurs de beaucoup d'établissements de santé soient mal configurés, mal protégés et ne

prévoient pas la désindexation systématique des documents. D'après l'enquête d'« Actu Soins » ces défauts seraient méconnus de certains responsables hospitaliers et plus encore des personnels. Pour éviter ce type de défaillance, il est prévu que les données médicales hébergées à l'extérieur de l'établissement doivent l'être auprès d'un hébergeur agréé. Mais cet hébergement coûte cher et beaucoup d'établissements de santé par soucis d'économie, préfèrent utiliser dans leur coin des logiciels pour faciliter leur travail au quotidien, sans les outils et la formation nécessaire de leur personnel.

Ces différentes failles révélées par « Actu Soins » sont loin d'être des cas isolés. En effet, voici 1 an, un patient s'était aperçu que les résultats d'analyses médicales d'une soixantaine de laboratoires médicaux étaient très facilement accessibles sur Internet. Le 5 mars 2013, en tapant son nom sur Google, une marseillaise a pu avoir la désagréable surprise d'avoir accès au dossier médical établi lors de son accouchement, dossier qui comportait des informations confidentielles...

Pendant ce temps, le gouvernement actuel promet de remédier au « retard français » en matière d'informatisation des données de santé. Il vient de publier un programme « hôpital numérique »... A suivre !  
Source : actu soins.com

## Les « voisins vigilants » recrutent

D'après la Gendarmerie, le dispositif de « participation citoyenne », lancé officiellement en juin 2011 par une circulaire de Cl Guéant alors ministre de l'Intérieur, susciterait une implication croissante de la population française. Cette info est relayée par la Gazette des communes. Selon la gendarmerie, 353 communes réparties dans 50 départements ont adopté ce dispositif. Il y aurait au moins 10 000 « voisins vigilants » prêts à alerter les forces de l'ordre dès qu'un fait dit anormal intervient. C'est inquiétant, mais il faut rappeler tout de même qu'en France métropole il y a 36 700 communes. Cela fait donc 1%... pas de quoi s'alarmer d'une croissance exponentielle de la délation en France qui rappelons-le a toujours existé. Mais ce qui est nouveau dans la propagande c'est le fait que « ce dispositif permette de créer des liens de voisinage » ... A suivre !

« Attentifs ensemble ! » Ce message d'appel à la vigilance diffusé dans le métro parisien est l'un des plus emblématiques de l'ordre sécuritaire qui s'est lentement mis en place, en France et dans le monde, depuis la fin des années 1970, et qui s'est considérablement renforcé avec les attentats du 11 septembre et la « guerre contre le terrorisme ». Le principal modus operandi de cet ordre sécuritaire consiste à nous impliquer en permanence dans la sécurisation de nos existences, tout en faisant de chacun de nous, selon une logique « proactive », des coupables en puissance. Ainsi sommes-nous sommés de tout dévoiler, y compris les éléments les plus intimes de notre vie, et à mettre en berne notre liberté au nom de notre prétendue sécurité. Ce livre, fruit de nombreuses années de recherches, est une enquête sur les mécanismes et les institutions de cet ordre sécuritaire : les « marchands de contrôle » et les officines plus ou moins officieuses de conseils en sécurité ; les émissions de télévision et la presse dédiées à l'ordre policier ; les paravents éthiques et les garde-fous illusoire comme la CNIL - qui en sont à la fois les rentiers et les porte-parole, les pompiers et les pyromanes. Il offre aussi une plongée vertigineuse dans l'univers technologique qui lui sert de colonne vertébrale : les produits high-tech de la surveillance généralisée, nouvel eldorado du capitalisme policier.

Quelques extraits choisis de la table des matières : (240 pages)

1. Le consentement au « progrès ». Histoire d'une propagande industrielle
- Les canuts contre le règne de l'ingénieur
- De la neutralité de l'informatique à ses « usages » préfabriqués
2. Le langage, rouage du consentement à la surveillance
- Vidéoprotection ou vidéo tranquillité ?
- Le « fichier », un gros mot repoussoir
- Les mots de la CNIL pour faire avaler la pilule
3. Architecture défensive et sécurité urbaine. Le conditionnement au quadrillage des populations
- Du travail social « de gauche » au contrôle social « de droite »
5. Réseaux sociaux et fichiers tentaculaires. « Assujettissements subtils » des identités numériques à la machinerie panoptique
- Les acteurs du travail social, complices involontaires ?
7. Chroniques de l'insécurité et de la violence. Les rouages médiatiques de l'ordre sécuritaire
- Violence et information télévisée : « faits-divers » ou « faits de société » ?
9. Triomphe de l'éthique aux dépens du droit et contre-pouvoirs imaginaires. Les lubrifiants de l'acceptation
- Les comités d'éthique de la « vidéoprotection » : l'art de la dispersion
- Conclusion. Désobéir ou s'insurger ? Quelques pistes pour détraquer la machine

## La caméra est désormais embarquée

Dans notre numéro 225 de décembre nous évoquons la vidéosurveillance en direct dans les voitures de police à Crépy en Valois (Oise). Ce système tend à s'étendre dans les petites villes. En effet, les policiers municipaux du Portel (Pas de Calais), à peine 10 000 habitants, ont la possibilité de visionner les images des 17 caméras installées dans les rues de cette ville depuis leur véhicule de police. C'est une première dans la ré-

gion : un ordinateur avec connexion 3G, relié à un système sécurisé permet de voir en temps réel les images prises par les différentes caméras installées dans la ville. Le zoom peut aller jusqu'à 200 m et permet de déchiffrer les plaques d'immatriculation, un bonheur pour les caisses de cette municipalité qui prévoit de nouvelles caméras. Les habitants qui financent directement ce système ne semblent pas, pour l'instant, gênés.

# Big Brother

# Brother

L'ADN d'un français sur 6 est fiché !

Le FNAEG, fichier policier des empreintes génétiques, initialement conçu pour ne fiché que les seuls criminels sexuels, est passé en 10 ans de 3 224 personnes fichées à environ 2,2 millions fin 2012.

En 2002, 65% des personnes fichées y étaient enregistrées en tant que « personnes condamnées » (leur empreinte génétique sera conservée pendant 40 ans). En 2012, la proportion de personnes condamnées n'est plus que de 18%. En conséquence, 82% des personnes fichées sont donc considérées comme présumées innocentes aux yeux de la Justice... ce qui n'empêchera pas leur empreinte génétique d'être conservée pendant 25 ans.

Si l'on s'en tient au fichage individuel, fin 2012, environ 3,3 % de la population française se retrouve dans le FNAEG. Mais, dans la mesure où les proches (parents, frères ou sœurs) des personnes fichées peuvent elles-aussi être identifiées, c'est bien environ l'ADN d'un résident en France sur 6 qui est ainsi répertorié.

En effet, en 2012, des enquêteurs français ont pour la première fois utilisé la méthode « familial search » qui a permis de résoudre une énigme policière vieille de 10 ans. En effet, d'après Catherine Bourgain chargée de recherche en génétique à l'INSERM : « Toute personne fichée enregistre avec elle une partie de

l'empreinte génétique de ses parents, enfants et de sa fratrie », « ce n'est pas un exploit technique mais un nouvel usage du fichier ». Sachant que la taille moyenne d'une fratrie en France est proche de 5 personnes, cela fait bien plus de 10 millions de personnes dont l'ADN ou une grande partie de celle-ci est fichée.

Rappelons que l'ADN n'est pas la reine des preuves sauf dans les séries TV policières.

Rappelons aussi que cette généticienne qui témoigne régulièrement dans des procès de personnes ayant refusé le prélèvement de leur ADN, amène les preuves que l'on peut faire dire aux données ADN autre chose que ce que pour quoi elles étaient prévues. La génétique peut permettre de « discriminer » les individus en fonction de caractéristiques génétiques (couleur de peau, ...) mais également de livrer des informations sur les maladies, les prédispositions pathologiques ou l'origine géographique ou l'appartenance ethnique des individus fichés.

A noter que Catherine Bourgain et Pierre Darlu du CNRS ont publié début janvier 2013 un livre aux éditions du Seuil « ADN superstar ou superflic » dont le but est de « remettre l'ADN à sa place, pour mieux libérer l'espace démocratique des débats » (176 pages - 19 euros).

## Recyclage d'un flic de haute volée et de coups tordus (pléonasme !)

Bernard Squarcini a fait son chemin au sein des basses œuvres de l'Etat français. En 2003, c'est l'un des artisans de l'arrestation d'Yvan Colonna sous la direction du ministre de l'Intérieur de l'époque un certain Sarkozy. En remerciement, il est nommé Préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur. Puis il se retrouve directeur de la DST en 2007 et enfin patron de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI) en 2008. En 2011, il a une casserole au cul dans une affaire où il est mis en examen pour collecte illicite de données dans l'affaire des fadettes (relevés téléphoniques) d'un journaliste du Monde. Cette mise en examen court toujours. A l'arrivée d'Hollande, il est naturellement placardisé dès le 30 mai et nommé tout de même préfet hors cadre sans attribution. Un licenciement doré ! Finalement, ce super-flic ne supporte pas la retraite et vient de quitter la police afin de créer sa société d'intelligence économique nommée « Kyrnos » (« la Corse » dans le grec ancien). Cette société se consacrera dans « la prestation de services et la fourniture de conseils en matière de sécurité, d'analyse de risques, de gestion de crise et de stratégie auprès de personnes morales ou de personnes physiques ». Il aurait offert ses services à de grandes entreprises du CAC 40 et notamment LVMH. Dans sa nouvelle vie, il pourrait travailler avec un ancien flic : Charles Pellegrini, ex-patron de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) déjà à la tête d'une boîte d'intelligence économique.



## « Surveillance liquide »

Voici quelques chiffres trouvés par un abonné à CA dans « Philosophie Magazine » du mois de mars 2013. Extraits :

-Fin 1944, la Gestapo employait 30 000 personnes dont 15 500 agents sur le terrain, sans compter les informateurs. Soit, pour 68 millions d'allemands, un ratio de 1/4680

-Dans les années 70, le KGB employait 480 000 personnes pour surveiller 250 millions de soviétiques, soit un ratio de 1/583.

-A la veille de la chute du mur de Berlin, la Stasi employait 102 000 agents et 174 000 informateurs. Soit, pour 16 millions d'allemands de l'Est, un ratio de 1/58

-Au Royaume-Uni, une estimation de la police indique qu'il y aurait environ 1,85 millions de caméras (dont 400 000 à Londres) dont 1,7 millions installées par des sociétés privées. Soit 1 caméra pour 32

personnes. Selon la police londonienne, le rapport nombre de crimes résolus/caméra/an est inférieur à 1/1000.

-En France, il y aurait actuellement près d'1 million de caméras dont 38 000 sur la voie publique. La ville la plus vidéo surveillée n'est plus Nice mais Châteauroux avec un ratio de 1/180.

Heureusement il existe des résistances : A Berlin, le collectif CamOver a initié un jeu de neutralisation des caméras de surveillance. C'est ainsi que le 11 janvier le commando Schwarzes Kaninchen des Todes (« Lapin noir de la mort ») a mis hors service deux caméras. En France, sur l'initiative de Rebellyon (voir CA 226) des militants anticaméras ont entrepris un projet coopératif de cartographie des caméras dans les grandes villes : 25 projets sont en cours.

## M. Valls porte plainte !

Le 21 avril 2012, à Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis, Amine Bentounsi est abattu par un flic. Amine était recherché pour s'être mis en cavale lors d'une permission de sortie de prison. Le flic assure avoir été braqué par Amine. Rapidement, l'enquête a levé des doutes sur cette version, notamment parce qu'Amine a été tué d'une balle dans le dos. Le flic a donc été mis en examen pour « homicide volontaire ». En pleine campagne présidentielle, les syndicats de police avaient manifesté contre cette décision judiciaire. Sarkozy avait rebondi en proposant d'établir « une présomption de légitime défense » pour les policiers.

Amal, la sœur d'Amine va créer un site Internet : urgence-notre-

police-assassine.fr. Ce site répertorie toutes les violences policières (au moins 69 morts connus depuis 2005 !) et s'insurge contre l'impunité dont bénéficient les policiers assermentés par rapport à un citoyen lambda. Il relaie l'appel des familles qui lancent, du 15 au 23 mars 2013, des initiatives dans le cadre de la semaine internationale dédiée aux victimes de crimes policiers et une marche de la Place de l'Opéra à Stalingrad à Paris le samedi 23 mars.

Le 31 janvier, Manuel Valls a porté plainte contre ce site pour « diffamation envers une administration ». La plainte est actuellement instruite. A suivre ! Contact : urgence-notre-police-assassine.fr

# Big Brother

# Quoi de neuf avec le « nouveau féminisme » ?

On nous vend depuis plusieurs mois un « nouveau féminisme » venu de l'Est via des groupes comme les Pussy Riot... et surtout les Femen, qui se sont implantées à Paris en septembre dernier. Également qualifié de « pop féminisme », ce regroupement serait plus « populaire » que les collectifs féministes existant déjà en France. En fait, il est surtout plus médiatique et médiatisé ; et son utilisation du corps féminin à cet effet<sup>1</sup> a déjà alimenté d'innombrables débats passionnés. Cependant, tandis que la critique des Femen gagnait en virulence ces dernières semaines, elle s'est élargie au mode de fonctionnement et aux idées défendues par leurs dirigeantes ; et, contre leur confusionnisme, de plus en plus de voix s'élèvent pour rappeler certaines vérités concernant la libération des femmes.

## LES « SI COURAGEUSES PUNKETTES » SOUS LA DENT DE L'OGRE POUTINE

Pour apprécier l'action de ces « modernes féministes », demandons-nous : qui sont-elles, que font-elles, pour quelles raisons et qu'en résulte-t-il ? Les Pussy Riot, apparues en Russie en 2011, appartiennent à certains milieux intellectuels et artistiques hostiles à Poutine, et comptent dans leurs rangs nombre d'étudiantes. Elles ont suscité un fort courant de sympathie, au niveau international, après la répression qui s'est abattue sur elles pour avoir fait une « prière punk » – disant notamment « Marie mère de Dieu, deviens féministe... et chasse Poutine » – le 21 février 2012 dans la cathédrale du Christ-Sauveur, près du Kremlin. Les trois femmes arrêtées pour cet acte « blasphématoire » – Nadedja Tolokonnikova, Ekaterina Samoutsevitch et Maria Alekhina – ont été condamnées le 17 août à deux ans de détention en camp pour « vandalisme motivé par la haine religieuse ». En appel, Ekaterina a été libérée avec sursis, et elle a aussitôt saisi la Cour européenne de justice afin de défendre ses camarades.

Le militantisme des Pussy Riot s'inscrit dans le mouvement de contestation qui s'est traduit pendant trois mois par des manifestations, à Moscou et dans d'autres villes, à la fin 2011. Ce mouvement s'est développé après l'annonce, le 24 septembre, par Medvedev (alors président de la Fédération de Russie) qu'il soutenait la candidature de Poutine (alors président de son gouvernement) à l'élection présidentielle de mars 2012<sup>2</sup>. « A ce moment-là, a expliqué Maria Alekhina aux Inrocks, nous avons réalisé que ce pays avait besoin d'un militantisme punk féministe, de fanfares (...) mobilisant les énergies citoyennes contre les escrocs de la junte poutiniste et enrichissant l'opposition russe de thèmes qui nous tiennent à cœur : les gender rights et autres droits LGBT [Lesbiennes, gays, bi et trans], la lutte contre le machisme, l'absence

d'un message politique audacieux sur les scènes musicales et artistiques, et la lutte contre la domination des hommes dans tous les domaines du discours public. »

Rejet du totalitarisme russe et de Poutine – avec la revendication d'une « démocratie » sur le modèle occidental, et sans l'ombre d'une critique par rapport au capitalisme. Dénonciation du sexisme et du machisme – un message assez bien reçu de nos jours dans les sociétés « policées » où les « questions de genre » ne sont souvent mises en avant que pour masquer à peu de frais les conflits de classes... Sur de telles bases, comment les Pussy Riot n'auraient-elles pas gagné quelque célébrité en Occident<sup>3</sup> ? Même Angela Merkel a dénoncé une peine de prison « démesurée » qui « n'est pas en harmonie avec les valeurs européennes d'Etat de droit et de démocratie ». Les médias ont félicité les « punkettes » (une appellation bien plus gentille et acceptable que « punk ») pour leurs brillantes études et leur audace ; le « statut » de mère de famille qu'ont certaines de ces si jeunes et si mignonnes femmes aux tenues si attractives ; leur défense fière et narquoise, lors de leur procès, puisqu'elles n'ont pas fléchi leur critique du système russe<sup>4</sup>.

Les Pussy Riot sont de plus des artistes qui ont réalisé là un happening... salué par d'autres artistes de par le monde. Madonna, en concert, en a profité pour se déclarer chanceuse de vivre « dans un pays qui respecte la liberté d'expression ». Quant à Yoko Ono, elle a paraît-il tweeté : « Monsieur Poutine, vous êtes un homme sage, vous n'avez pas besoin de lutter contre des musiciens ou leurs amis. Gardez de la place en prison pour de véritables criminels. » Bref, les féministes russes ont reçu beaucoup de louanges et de soutiens... mais si leur performance avait été exécutée dans une église catholique d'un Etat « démocratique », elle aurait suscité des réactions d'une tout autre tonalité (les Femen en ont fait l'expérience après leur action du 12 février dernier à

Notre-Dame de Paris).

A la vérité, les idées des Pussy Riot sont peu connues ; il n'est guère signalé par les médias qu'elles mènent un combat contre le pouvoir au nom de leur amour pour la Russie, qu'elles voudraient sauver du poutinisme. Et elles ne contestent apparemment pas la religion : Nadedja, une de leurs fondatrices, s'est excusée auprès des croyant-e-s pour le show dans la cathédrale. Elle a déclaré que son groupe avait voulu exprimer par là sa « désapprobation envers un phénomène politique en particulier : le soutien du patriarche [Kirill Ier, chef de l'Eglise orthodoxe] à Vladimir Poutine, qui a pris un tournant autoritaire et antiféministe » (sic !). En fait, l'Eglise russe a toujours été une solide alliée du pouvoir, même sous le communisme<sup>5</sup>, et depuis la chute de l'URSS elle a retrouvé toute sa superbe. Cependant, pour la première fois depuis la fin de l'ère postsoviétique, une large frange de la société critique le patriarche en fonctions, exprimant « le mécontentement qui s'accumule depuis des années face à la corruption régnant dans l'Eglise, au cynisme, à la marchandisation et à la dépendance directe du pouvoir », explique le militant russe anti-Poutine Ilya Boutraïtskis (site de la LCR belge, le 16 septembre dernier).

Par ailleurs, Nadedja et Ekaterina ont précédemment été engagées dans Voïna (« la guerre ») – un collectif d'artistes créé en 2008 par Nadejda et son mari, Piotr Verzilov, et qui a beaucoup recouru à la provocation obscène dans ses apparitions. Gageons que la diffusion d'une telle information pourrait ternir quelque peu leur aura d'« activistes antigénres ». Certes, elles ont défendu la cause homosexuelle en organisant toutes deux, en 2010, le « procès aux cafards » (elles ont libéré des insectes dans les couloirs du tribunal où deux membres de Voïna étaient jugés pour une exposition d'art « contraire à la morale ») ; et, l'année suivante, lors de l'opération « Embrasse les flics », elles se sont jetées au cou de po-

1 - Sur la question, on lira avec profit le texte de Claude Guillon « Quel usage politique de la nudité ? » paru sur son site le 7 février 2013.

2 - Ayant depuis inversé ses fonctions avec celles de Medvedev, Poutine peut désormais briguer un quatrième mandat présidentiel en 2018 et rester au pouvoir jusqu'en 2024.

3 - Concernant la Russie, l'écrivain anti-Poutine Edouard Limonov estime en revanche (L'Express du 17 octobre 2012) que les classes populaires ont été choquées par leur performance dans la cathédrale moscovite ; cette action selon lui créé un clivage avec l'intelligentsia et la bourgeoisie des grandes villes.

4 - Dans une lettre lue au tribunal le 8 août, Maria dit notamment : « Ce tribunal n'est pas simplement une mascarade grotesque et cruelle, il est le "visage" du dialogue tel qu'il se pratique dans notre pays. (...) Après plus de six mois passés dans une cellule, j'ai compris que la prison, c'était la Russie en miniature. (...) Et je n'ai pas peur (...). Parce que vous ne pouvez me priver que d'une soi-disant liberté. C'est la seule qui existe sur le territoire de la Fédération de Russie. Ma liberté intérieure, personne ne pourra m'enlever. »

5 - Le métropolite Serge a décrété dès 1927 que l'Eglise et les croyants devaient participer à la nouvelle société soviétique.

licières pour les embrasser à pleine bouche afin de dénoncer la réforme de la police engagée par Medvedev... mais elles ont aussi participé aux deux actions (dé)culottées qui ont fait connaître Voïna. D'abord la « partouze » organisée et filmée, en février 2008, au Musée national de biologie de Moscou sur le thème « J'encule le petit Medvedev », alors que ce dernier venait d'être élu à la présidence de la Russie ; et s'il s'agissait, semble-t-il, de montrer que dans ce pays « tout le monde encule tout le monde » sous le regard du Président, c'étaient assez « classiquement » les hommes du groupe qui y enculaient les femmes. Ensuite, mais dans la même veine, la peinture par Voïna d'un phallus de 65 mètres sur un pont levant, en juin 2010, juste en face du siège du FSB (ancien KGB) à Saint-Petersbourg, pour « enculer avec le pouvoir russe extrémiste de droite ». Deux enculages à usage forcément punitif, donc – et réservé aux femmes pour le premier. Une des Pussy Riot, Tyurna, n'en a pas moins qualifié Voïna de « cool » et de « très proche » ; et elle a affirmé que son groupe était « très attaché » à des performances comme celle de la « partouze ».

### LES « MAGNIFIQUES GUERRIÈRES » ET LEUR INFALLIBLE ARME DES « SEINS NUS »

Reste que les « punkettes » russes paraissent être un collectif militant sans volonté expansionniste, avant-gardisme ou militarisme affichés... ce qui les rend bien plus sympathiques que les (dirigeantes des) Femen – « cuisse » en latin, mais plutôt branchées seins (leurs « armes », comme le proclame le titre du « documentaire » hagiographique que leur ont consacré Catherine Fourest et Nadia El Fani, et qui est passé sur France 2 le 5 mars<sup>6</sup>).

Le « truc » des Femen, c'est en effet de mener leurs actions le buste nu afin de retenir l'attention des médias. Anna Hutsol, qui a fondé le groupe à Kiev en 2008, considère avoir inventé là « une façon unique de s'exprimer, basée sur la créativité, le courage, l'humour, l'efficacité, sans hésiter à choquer ». Et d'ajouter : « Les gens ne s'intéresseraient pas à notre message si nous n'étions pas habillées [!] de cette façon. » Femen a depuis essaimé d'Ukraine dans d'autres pays – au Brésil, en Italie, en Belgique... et en France au mois de septembre dernier. Les Femen ont multiplié leurs apparitions parisiennes : en octobre, devant le ministère de la Justice pour dénoncer le procès des tournantes ; le 18 novembre, à une manif de Civitas... A cette occasion, s'étant bien sûr fait agresser violemment par le service d'ordre et des manifestants intégristes après être intervenues dans le cortège torse nu avec sur la tête un voile de nonne, et en aspergeant les gens avec des extincteurs renfermant le « sperme de Jésus », elles ont bénéficié

d'une certaine bienveillance et suscité des adhésions. Mais avec leur action à N o t r e - D a m e , début février 2013, qui visait à saluer la démission de Benoît XVI et le vote par le Parlement du « mariage pour tous », les critiques ont commencé à fuser, notamment dans la classe politique, de droite comme de gauche (Valls ou Delanoë, indignés, ont parlé de « provocation inutile », et témoigné de leur soutien aux catholiques de France contre ces « agissements contraires aux valeurs républicaines », par exemple).

La cinquantaine de membres que r e v e n d i q u e

Femen France présentent une grande homogénéité socioculturelle (elles viennent des facs, de la presse et des milieux culturels – avec quelques « ils », nous dit-on, mais bien cachés). Cette branche française s'est installée fin janvier au Lavoisier moderne, à la Goutte d'Or ; et elle a signalé son implantation dans un quartier où vivent beaucoup de musulmans ou assimilés par une délicieuse affiche de pin-up bleu-blanc-rouge et une déambulation d'autres seins nus pour faire connaissance avec le voisinage.

En l'absence jusqu'à récemment de textes présentant le mouvement et ses objectifs – Calmann-Lévy vient de publier Femen, des entretiens réalisés par Galia Ackerman avec les Ukrainiennes qui ont lancé la section française –, on en a été réduit-e à déchiffrer les messages présentés sur le buste de ses troupes. Ou à s'en remettre à la parole d'Inna Chevchenko qui, sitôt en France, a répondu aux questions de Libération, le 17 septembre 2012... en posant nue (ce qui a incité le journaliste à nous préciser des détails d'ordinaire jugés peu utiles pour apprécier des propos, genre : « Elle croise les jambes »). Elle considère en effet que son image sert à vendre le « pop féminisme » – un « nouveau féminisme » résolu à « montrer que les féministes ne sont pas que des vieilles femmes cachées derrière leurs bouquins », mais des « soldats » (re-sic !) qu'elle entraîne pour des opérations chocs et provoc dirigées vers les médias. « On sait de quoi les médias ont besoin, déclarait-elle en décembre à

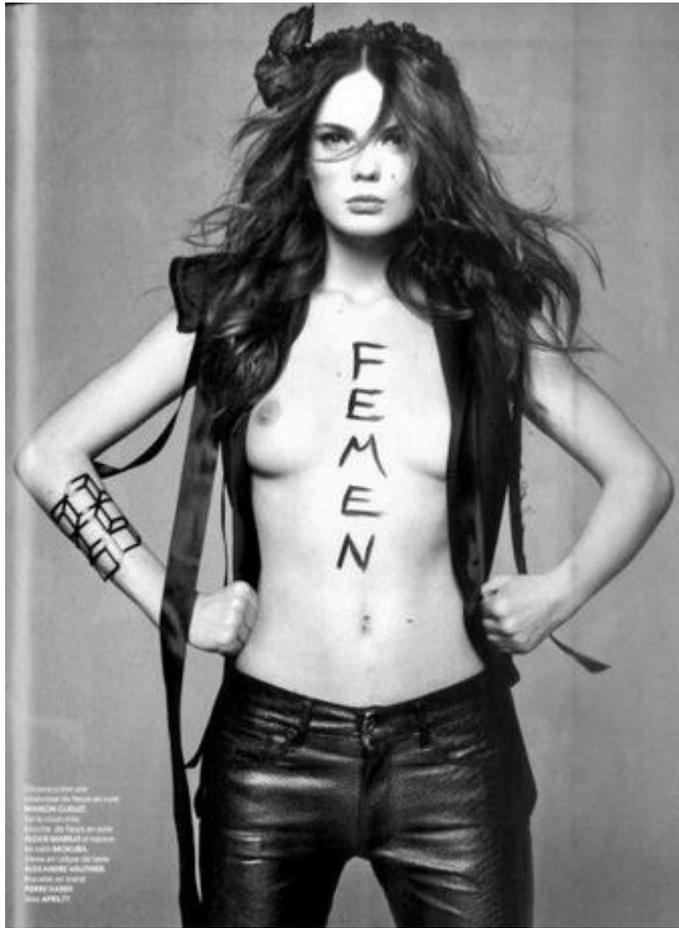


Photo parue dans « Obsession », le supplément mode du Nouvel Obs.

Rue89. Du sexe, des scandales, des agressions : il faut leur donner. Etre dans les journaux, c'est exister. » Grâce à Femen, « le féminisme redevient populaire auprès des jeunes » – car Femen se préoccupe de sexe et d'âge, mais nullement de classe sociale.

Sa prétention et son arrogance n'ont pas valu à la leadeure des Femen que des félicitations, on s'en doute : ses remarques sur le féminisme « traditionnel » faisaient trop écho à d'autres visant à présenter les féministes comme des intellos éloignées du sexe (voire hystériques et mal baisées). Et si I. Chevchenko modère depuis parfois son discours, la méfiance à l'égard de son collectif s'est accrue dans les milieux féministes, on a pu le constater avec la parution récente de textes au questionnement souvent très pertinent<sup>7</sup>.

### « SOIS BELLE ET DÉBATS-TOI ! »

Les Femen ont d'abord été critiquées surtout pour leur mode d'apparition :

- Un recours à des corps féminins conformes aux critères dominants de jeunesse, minceur, beauté et fermeté de la peau – une forme de racolage pour le bien de la cause. « Femmes, vous voulez vous faire entendre ? Une seule solution : déshabillez-vous ! » en déduit M. Chollet. Dans les apparitions des Femen, on se trouve face à des corps « de rêve » qui pourraient tout aussi bien servir de support à une pub pour des savonnettes ou une crème épilatoire, et

6 - Après l'avoir vu, C. Guillon est revenu sur le sujet des Femen le 13 mars avec : « "Sauvées par le gong" ? Femen, suite et fin », également trouvable sur son site.

7 - Voir en particulier les Tumultueuses [http://www.tumultueuses.com/Ha-les-FEMEN] le 24 janvier ; l'actrice et réalisatrice Ovidie le 8 mars [http://metro-france.com/blog/ovidie/2013/03/08/pourquoi-je-nai-plus-foien-les-femen/] ; la journaliste-écrivaine Mona Chollet le 12 mars (sur le site du Monde diplo : « Femen partout, féminisme nulle part »).

## Féminisme

8 - Pour parer la critique, les Femen ont publié des photos de certaines de leurs membres qui s'écartent de ces canons ; et I. Chevchenko a prétendu sur France TV info que leurs « femmes en surpoids (...) ne peuvent participer parce qu'elles n'ont pas la forme physique nécessaire » à leurs actions. Le hic, c'est que ces « surpoids » n'ont pas été retenues pour faire récemment la une des Inrockuptibles, et qu'on ne les verra sûrement jamais non plus dans « Obsession », le supplément mode et consommation du Nouvel Observateur pour lequel d'autres recrues ont posé en septembre dernier.

9 - Hubertine Anclert renversant les urnes lors des municipales de 1910, les militantes du MLF balançant du mou de veau dans les meetings anti-avortement dans les années 1970, ou encore les actions d'Act Up dans sa lutte contre le sida.

10 - Dans le premier article consacré par Rue89 aux Femen, on voyait simplement la photo d'une de leurs militantes devant la maison de DSK, seins nus, avec trois paragraphes pour accompagner l'image. Mais cet article a paraît-il reçu 69 500 visites.

11 - Marianne titrait le 14 mars : « Pourquoi les Femen sont-elles déjà démodées ? »

12 - Ce collectif de féministes radicales non-mixte, créé en 2008, se définit comme antiraciste et anticapitaliste. Il dénonce l'utilisation des luttes féministes et LGBT à des fins racistes notamment islamophobes, et a organisé des actions torse nu dans des piscines parisiennes contre le contrôle du corps des femmes par le patriarcat et les normes de beauté dominantes et discriminantes.

dont les propriétaires paraissent suivre les préceptes du marketing publicitaire le plus grossier pour faire vendre (les « techniques » mises en œuvre étant de se positionner toujours à l'identique, un bras levé, l'autre sur la hanche, le regard sévère, et de crier et se débattre dès qu'il y a de la répression). Si ces amazones des Temps modernes ont de quoi alimenter bien des fantasmes masculins et féminins, elles ne suggèrent donc guère un changement dans les rôles sociaux, par leur correspondance avec les canons de la beauté<sup>8</sup>. Et leur politique de photogénie délibérée est justifiée dans le livre Femen, où l'une des fondatrices ukrainiennes déclare : « Nos filles doivent être sportives pour endurer des épreuves difficiles, et belles pour utiliser leur corps à bon escient. Pour résumer, Femen incarne l'image d'une femme nouvelle : belle, active et totalement libre. » Quoi qu'il en soit, vouloir faire passer un discours « subversif » en usant des codes dominants de la beauté ne peut être qu'une tromperie, volontaire ou non.

Pareille « nudité » n'a de plus rien à voir avec celle que l'on trouve dans les lieux naturistes, où se mélangent les sexes comme les types de corps et d'âges : les Femen ont le buste dénudé comme à la plage quand on veut une poitrine bronzée. Si donc se déshabiller dans la rue constitue bien un délit, leur effeuillage partiel reste en fait dans la ligne de pratiques couramment admises en Occident – en somme, elles sont juste comme une pub qui serait descendue de son panneau. Rien de subversif là-dedans.

- Le message « peu clair », sinon louche, de leurs actions qui se réduisent le plus souvent à montrer des seins entourés de slogans forcément elliptiques et à hurler comme des... hystériques. Monter des « coups » médiatiques ne suffit pas : il existe une tradition de ce genre en France<sup>9</sup> et ailleurs, mais, ainsi que le rappelle Mona Chollet, encore faut-il qu'il y ait derrière un fond politique solide et bien pensé qui leur donne leur sens : « La réduction permanente des femmes à leur corps et à leur sexualité, la négation de leurs compétences intellectuelles, l'invisibilité sociale de celles qui sont inaptes à complaire aux regards masculins constituent des pierres d'angle du système patriarcal. Qu'un "mouvement" (...) qui se prétend féministe puisse l'ignorer laisse pantois. » Et puis, si le caractère offensif des interventions Femen est susceptible d'attirer des jeunes femmes aux convictions féministes espérant arriver par ce biais à « faire avancer » la société, le simple engouement des sociétés modernes pour la mise en spectacle des corps peut aussi conduire à participer aux « représentations » proposées (plus besoin de passer à la « Star Ac » pour montrer ses attraits physiques à la télé).

- Le centrage de leur démarche sur les médias, car, à un tel jeu, nul-le ne

gagne – le contraire se saurait. Les Femen ont certes battu tous les records en matière d'« articles sur le féminisme » (dans leur « sextremisme », c'est surtout « sex » qui fait tilter la machine médiatique)<sup>10</sup> ; mais croire qu'on peut « gagner à la cause » par ce biais traduit une grande naïveté : les médias traitent les événements les plus percutants du moment avec le souci constant de ne pas lasser leur lectorat, et ils déforment à leur gré les informations qu'ils transmettent. De plus, fabriquer des « produits » pour eux conduit les militant-e-s à calibrer leurs actions et leur message politique afin que ceux-ci soient recevables. Bref, comme le souligne Claude Guillon, « la presse n'est ni une entité neutre ni un levier sans maître qu'il suffirait d'utiliser habilement pour faire passer son message. Et pas non plus une institution de service public ayant vocation à enregistrer et à confirmer la bonne volonté démocratique des "indigné-e-s" ». Et l'utilisation que les Femen font de leur corps est en train de lasser, non seulement les journalistes<sup>11</sup> mais encore le public. Alors, bientôt, elles « enlèveront le bas » pour continuer d'être regardées, à défaut d'être écoutées et surtout entendues ?

Les enjeux politiques qui sont derrière l'engouement médiatique pour ce groupe commencent par ailleurs à être dénoncés : « En France, note M. Chollet, cela rappelle la bulle médiatique autour de Ni putes ni soumises, qui fut célébrée dans la mesure où elle permettait de renforcer la stigmatisation de l'islam et du "garçon arabe". Deux ex-militantes de l'association, Loubna Méliane – assistante parlementaire du député socialiste Malek Boutih – et Safia Lebdi, ont d'ailleurs fait partie des premières ralliées aux Femen, avant de prendre leurs distances. »



**UNE SOCIÉTÉ OÙ « LES FEMMES ONT PLUS DE POUVOIRS QUE LES HOMMES » ?**

A mesure que les informations sur les Femen arrivent, cependant, on s'aperçoit qu'il y a aussi beaucoup à redire sur certains de leurs positionnements idéologiques et sur leur fonctionnement interne. I. Chevchenko avait déjà confié à Causette : « Notre succès, c'est notre courage et le message que l'on délivre au monde. » Dans

Charlie Hebdo du 6 mars, elle annonce : « Il faut une société où les femmes ont plus de pouvoirs que les hommes. » Voilà qui fait rêver.

« Il y a plusieurs féminismes et le genre d'idées que défendent les Femen peut être dangereux », estiment à présent les Tumultueuses<sup>12</sup>. Notamment parce que leur féminisme est essentialiste, basé sur l'instinct et la « nature » des femmes : en Ukraine, elles parlent de reconstruire « une image nationale de la féminité, de la maternité et de la beauté, basée sur l'expérience des mouvements de femmes euro-atlantiques » ; leurs positions sont moralistes (« développer les qualités intellectuelles et morales des femmes ukrainiennes »), nationalistes (« redorer l'image de l'Ukraine, pays plein d'opportunités pour les femmes ») et racistes (comme leur action devant l'ambassade de Turquie sous prétexte que les citoyens turcs seraient les touristes sexuels les plus actifs). Les Femen prétendent « libérer » les autres femmes en leur disant ce qui est bien et ce qui est mal ; et certaines de leurs actions stigmatisent, culpabilisent et infantilisent les femmes musulmanes ou les prostituées. En fait, LA Femme n'existant pas, il n'y a pas lieu de parler à la place des femmes, et celles-ci doivent se libérer par elles-mêmes, sans qu'on leur impose de modèle, soulignent les Tumultueuses avec justesse. Et de conclure : « Il n'existe pas de "nouveau féminisme" ni de "nouvelle femme". Les courants féministes, leurs revendications et leurs modes d'action ont évolué, comme tous les mouvements politiques, mais nous ne partons pas de rien, nous avons une histoire. Il s'agit d'une lutte de longue date, qui n'a jamais cessé et qui se poursuivra tant que cela sera nécessaire. »

Concernant le voile, Femen France a organisé en mars 2012, sous le slogan « Plutôt à poil qu'en burqa », une « opération antiburqa » devant la tour Eiffel en incitant « la France » à se déshabiller comme si cet acte était forcément libérateur. Plutôt que d'affirmer la supériorité de la nudité, mieux vaudrait défendre la liberté des femmes de s'habiller comme elles le souhaitent<sup>13</sup> et éviter de donner des leçons néocolonialistes. Mais, a déclaré I. Chevchenko à 20 Minutes, « on ne va pas adapter notre discours aux dix pays où s'est implanté le groupe. Notre message est universel »...

Sur la question de la prostitution, Femen est abolitionniste. Dans le même numéro de Charlie, I. Chevchenko explique : « Quand une femme aura la possibilité d'être PDG d'une multinationale le lundi et prostituée le mardi, parce qu'elle le souhaite, je l'accepterai. C'est pareil pour la burqa : quand une femme pourra sortir à poil le lundi et porter une burqa le mardi, parce qu'elle le souhaite, je l'accepterai. » Un raisonnement pour le moins curieux, et qui incite à ironiser comme C. Guillon :

ainsi donc, après la « révolution des femmes » que cette Femen dit appeler de ses vœux, il y aura des cheffes d'entreprise et des prostituées ? Toujours est-il que le « règlement » de la prostitution est loin d'être aussi simple et garanti que l'assure I. Chevchenko : « La solution passe par la pénalisation du client [car] c'est lui qui engendre le business, qui lui permet d'exister. C'est le modèle suédois, qui fonctionne très bien. » Ce n'est pas si évident, en particulier parce qu'il existe une grosse différence entre des personnes que des réseaux mafieux contraignent par la force et la menace à se prostituer et d'autres qui décident de gagner rapidement beaucoup plus d'argent avec cette activité qu'en allant travailler en usine pour un salaire de misère. Ces personnes qui en vivent sont farouchement opposées à une loi répressive entraînant des rondes de police plus fréquentes et le renvoi à la clandestinité, « non seulement parce qu'on les empêche de travailler, mais parce qu'elles seront (un peu plus) cachées, (un peu plus) isolées, et donc (un peu plus) menacées ».

Enfin, l'autoritarisme des dirigeantes Femen est pointé, leur « manifeste » (publié toujours dans ce Charlie) annonçant carrément que ce collectif est « dirigé par un conseil de coordination dont font partie les fondatrices du mouvement et ses activistes les plus expérimentées ». Quant à son financement... l'argent proviendrait de la Femen Shop ukrainienne et de dons – mais les Tumultueuses affirment qu'il émane d'hommes d'affaires et de millionnaires (comme Helmut Geier et Beate Schober).

### « REDÉCOUVRONS » PLUTÔT LES MÉTHODES D'ACTION DIRECTE DU FÉMINISME RADICAL !

Les Pussy Riot et les Femen partagent, on l'a vu, un ancrage dans l'ancien bloc de l'Est qui leur fait aspirer au modèle d'institutions occidentale et ignorer les méfaits du système économique dominant la planète. Elles ont également en commun une critique de l'Eglise orthodoxe mais aussi un positionnement nationaliste : si les Pussy Riot cherchent à sauver la Russie, les Femen veulent défendre l'Ukraine contre l'influence russe. Cela explique en partie, après l'incarcération des trois Pussy Riot, l'intervention d'une Femen ukrainienne (arborant sur le buste un « Kill Kirill ») contre le patriarche moscovite en visite à Kiev, le 27 juillet 2012<sup>14</sup>.

Les deux groupes ont de plus un mode d'intervention provocateur qui, basé sur l'image et dirigé principalement vers les médias, les fait qualifier d'« activistes » (selon la mode anglo-saxonne) plutôt que de « militantes » – ce choix de la médiatisation étant justifié par le désir à la fois de faire passer le plus possible leur « message » et de se protéger de la répression.

Enfin, si leurs actions ont un côté provocateur, leurs objectifs sont réformistes : elles revendiquent une meilleure intégration des femmes dans la société (les Femen d'Ukraine ont ainsi appelé à une grève du sexe, en mars 2010, pour protester contre l'absence de femmes dans le gouvernement)... et c'est là qu'elles rejoignent (la plupart ?) des collectifs féministes existant à l'heure actuelle en France. En effet, si une petite relève militante générationnelle (plutôt parisienne) s'y est

effectuée à la fin des années 2000 concernant la lutte des femmes, l'objectif semble être surtout d'améliorer leur place dans la société existante en faisant admettre leurs « compétences<sup>15</sup> » qui sont aujourd'hui négligées : on le sait, les femmes réussissent mieux que les hommes dans leur scolarité et obtiennent davantage de diplômes, mais elles restent sous-payées et sous-représentées dans les hautes fonctions politiques et économiques par rapport à eux. L'idée n'est donc pas de créer une autre société, radicalement différente, sur les cendres de celle-ci, et bien plutôt de « crever le plafond de verre » par le biais de la parité, la dénonciation du machisme et du sexisme... Des revendications portées par des féministes institutionnelles et par des collectifs tels que La Barbe (apparu en 2008) ou Osez le féminisme ! (2009).

Cette orientation du féminisme actuel tient pour une bonne part au fait que le système patriarcal est contesté sans que le système capitaliste soit pris en compte, comme s'il ne constituait pas l'autre fondement de l'organisation sociale en place... et comme si cette dernière pouvait être modifiée sans qu'on touche à lui. A la vérité, patriarcat et capitalisme allant de pair, combattre l'un sans l'autre ne peut déboucher que sur le maintien des inégalités entre les sexes et entre les classes – avec des améliorations individuelles pour les femmes qui réussiront peu à peu à gagner les hauts niveaux de la hiérarchie... parce qu'elles se battent pour cela mais aussi parce que cette évolution s'inscrit dans la logique économique, en dépit de toutes les réticences masculines, car le maintien de l'ordre économique et social est à ce

prix. Alors, plutôt que de draguer les médias ou de quémander des droits auprès des dirigeants, il vaudrait bien mieux « redécouvrir » les méthodes d'action directe d'un féminisme lutte de classes pour aller vers une réelle émancipation sociale.

Vanina

13 - A l'image des Slutwalks, ces « Marches des salopes » organisées à Toronto depuis le 3 avril 2011, en réaction à l'explication ou à la justification du viol par l'apparence d'une femme – et donc pour rappeler le droit des femmes à disposer de leur corps.

14 - I. Chevchenko, qui a été arrêtée trois fois en Ukraine, a quant à elle fui en France après avoir scié une croix sur la place de Kiev, le 17 août 2012, jour où était rendu le verdict visant les Pussy Riot.

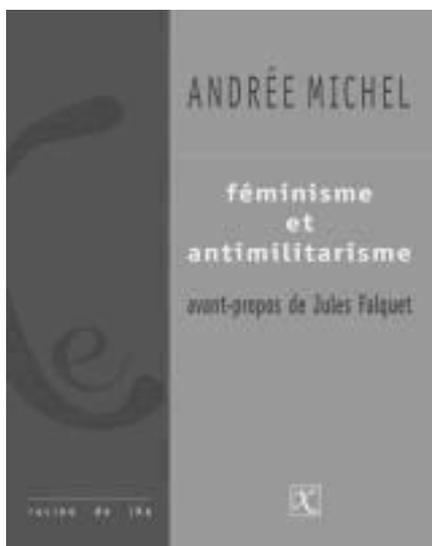
15 - Un argument que l'on trouve couramment dans les tracts distribués à la Journée internationale des femmes : « Comment la société peut-elle progresser en se passant des compétences de la moitié de la population ? » Comme si l'intégration croissante des femmes dans les postes de direction était à coup sûr un gage de progrès en matière d'égalité sociale.



Affiche annonçant l'ouverture du local de Femen France.

# «féminisme et antimilitarisme»

Andrée MICHEL, avant-propos de Jules Falquet,  
Éditions iXe, Paris, novembre 2012, 190 pages, 18€.



**L**e premier chapitre intitulé «La guerre contre les femmes» commence par «Féminisme et internationalisme » (1989) sur les mythes patriarcaux que les féministes en France n'ont pas encore déchiffrés : le mythe du développement et celui de la sûreté nationale. Dans le texte suivant «Le complexe

militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes» (1985) Andrée MICHEL précise : «En fait, le phénomène de la militarisation des sociétés contemporaines représente un «fait social total» selon l'expression de Marcel Mauss, car tous les paliers en profondeur de la réalité sociale y sont impliqués.» Le complexe militaro-industriel (CMI) sert de médiation à cette militarisation par une coalition d'intérêts entre industriels et militaires. Ce long texte paru dans la revue Nouvelles Questions Féministes, 1985, développe les stratégies utilisées par les CMI pour légitimer la militarisation par la conquête de l'Etat, de la culture, de l'opinion publique et la création d'un rempart social constitué des «classes moyennes» ; mais encore par la destruction des peuples, des richesses de la planète : «Les ouvriers qui protestent se heurtent à la répression policière envoyée par la bourgeoisie du centre, dont les pratiques trouvent leur légitimité derrière le concept de « modernisation » et des nécessaires restructurations de l'économie.» La politique des genres à l'intérieur du système est ainsi décrite : «L'exclusion des femmes du pouvoir invisible des CMI [...] ... la composition des organismes de décision relatifs aux armes nucléaires qui ont dominé pendant toute la guerre froide l'appareil de défense des Cinq Grands (USA, URSS, GB, France et Chine) révèle une composition par genre qui exclue les femmes, d'où leur appellation «old boys'network».... Issus des Hautes Ecoles, dont certaines ont exclu les femmes jusqu'en 1979 (collèges d'Oxford), ces hommes s'appuient sur un code de valeurs qui utilisent la rhétorique la plus bornée et la plus archaïque de la société patriarcale à savoir : la paix, la sécurité passe par la préparation de la guerre et l'accumulation d'armes ; les femmes sont faites par nature pour enfanter et

les hommes pour les protéger ; l'équilibre exige la poursuite des armements et des recherches militaires. Cette rhétorique des old boys'network prédomine dans tous les débats (quand débat il y a, ce qui n'est pas le cas en France et l'actualité est là pour nous le rappeler : on part en guerre et on discute après !).

Tout au long de ce livre les analyses portent sur le monde entier et interrogent le CMI mondial et son impact dans diverses régions du globe (Vietnam, Tchad, Honduras, ...). «La guerre reposerait ainsi sur l'instrumentalisation des jeunes par les dominants âgés.» Cette instrumentalisation a son corollaire dans celle des femmes comme compensation au risque de mort encouru et la prostitution est une de ses compensations. Il s'agit d'une culture militaire patriarcale qui inculque aux jeunes gens le pouvoir du fusil et celui du pénis, l'un pour tuer, l'autre pour soumettre.

Le développement de cette politique du CMI a pour conséquence le maintien du patriarcat et une pauvreté accrue des femmes dans le monde. « Politique de classe et politique du genre se conjuguent étroitement aux dépens des femmes, qui constituent non seulement les couches les plus pauvres dans chaque pays et dans la population mondiale mais aussi la catégorie ayant le moins de pouvoir politique et social.» Dans «Militarisation et politique du genre», le processus est étudié en temps de paix pour montrer comment le CMI s'appuie sur une logique économique, politique et culturelle privilégiant le choix de la militarisation et cela aux dépens des femmes.

La seconde partie sur les «Résistances féministes» commence par un texte de 1984 intitulé « Politique pacifiste, politique féministe». A ce propos, l'auteure précise qu'à l'époque elle se disait pacifiste n'ayant «pas encore pris la mesure de l'hypocrisie des pouvoirs de guerre, qui pour légitimer leurs projets affirment qu'il faut préparer la guerre pour assurer la paix(...)». Aujourd'hui je préfère me déclarer «antimilitariste» afin de signifier mon opposition à toutes les opérations menées, ouvertement ou dans l'ombre et à tous les échelons de la société(...) pour promouvoir la production et la vente d'armements et imposer la solution belliciste.» Ce que souligne l'avant-propos de Jules Falquet sur la démarche d'Andrée MICHEL: «On sait que le pacifisme est souvent lié à un certain naturalisme .... Rien de tel chez Andrée MICHEL qui dif-

férencie avec soin pacifisme et antimilitarisme. L'antimilitarisme bien plus large qu'un amour un peu sentimental de la paix est éminemment raisonné. Il est l'aboutissement logique (inévitabile aimeront-on dire) de positions féministes anticolonialistes, antiracistes et anticapitalistes.» Dans cette dernière partie, les résistances des femmes de tous les pays (sauf en France ...) portent sur ce lien inévitable entre féminisme et antimilitarisme. En Espagne, les Mujeres par la Paz dénoncent la société patriarcale, en Asie des militantes pour un développement humain montrent le rapport direct entre l'industrie du sexe et l'implantation de bases militaires, en Italie l'occupation de la base de Comiso en Sicile se fait contre les missiles nucléaires, et aussi en Autriche, Finlande, Angleterre, etc. Deux textes témoignent des actions des femmes colombiennes de Ruta Pacifica : «Dans la théorie féministe comme dans les pratiques des femmes en Colombie, tout se passe en somme comme si la lutte contre les violences de la guerre était indissociable de la lutte des femmes pour leur dignité et leur émancipation, et inversement elles ne veulent pas séparer la lutte pour leurs droits de la lutte pour la paix.»

Andrée MICHEL s'adresse aux féministes du monde entier mais surtout de France pour qu'elles s'opposent au système militaro-industriel, pour qu'elles se mêlent de politique étrangère et revendiquent haut et fort le droit de dire non aux guerres coloniales et post coloniales. «Ainsi d'un bout à l'autre de la planète, des féministes pacifistes ont compris que les violences de la société civile à l'égard des femmes trouvent leur origine dans le même système patriarcal qui engendre la militarisation de la société et que, par conséquent, les violences contre les femmes sont de même nature que les violences contre la nature et contre la société.»

Ces textes écrits il y a, pour certains, près de 20 ans sont toujours d'actualité et nous apportent toute la mesure d'une pensée indépendante et novatrice dans ce domaine car bien rares sont les recherches liant le féminisme et l'antimilitarisme et surtout faisant du combat contre le CMI un véritable enjeu de société.

OCL, Toulouse  
Janvier 2013

# L'islamophobie en France

## Sainte Laïcité clivante priez pour nous!

Institutionnel et commun, particulier et quotidien, le système dans lequel nous vivons baigne dans le racisme et la peur de l'autre. Le terme «islamophobie» rentre dans la catégorie de ces mots où l'opacité le dispute à l'intensité.

Contrairement à ce que les stéréotypes de base véhiculent, la diffusion de l'islam dans les régions françaises ne date ni de la fin de la guerre d'Algérie ni des attentats du 11 septembre 2001, même si depuis ces derniers événements, la «musulmanophobie» - à contrario de parler d'«islamophobie» tant ce terme présente des contro-  
verses profondes - a pris des proportions beaucoup plus importantes très rapidement.

L'islam est présent en Europe depuis de nombreux siècles. Qu'il s'agisse entre autres de la France, de la Grèce, de la Turquie, des pays balkaniques, de l'Espagne ou de la Sicile, l'interpénétration des communautés religieuses est effective de longue date.

Certes, l'historicité des religions nous prouve sans l'ombre d'un doute que dès qu'il s'agit de se massacrer plus ou moins systématiquement les uns les autres et de s'opprimer, nulle objection n'est réellement invoquée, comme disait l'autre: «Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens». En effet, au-delà des dogmatismes, le respect et la tolérance ne sont pas des finalités strictement religieuses, finalités que les porteurs d'encens de tous bords voudraient bien nous faire croire détenues par leurs chapelles respectives. Les religions ainsi que leurs représentants ne sont que des vecteurs du capitalisme, nous savons pertinemment que seuls leurs prébendes les intéressent au final. Cependant, chacun est libre de s'adonner aux billevesées qui le rassurent tant qu'elles restent de l'ordre de la sphère individuelle. Mais où s'arrête la tolérance et où commence le radicalisme religieux?

Actuellement en France, l'islam est devenu la seconde religion la plus pratiquée après le christianisme<sup>1</sup>. Mais tout comme ce dernier, la religion musulmane ne se présente pas de façon globale, car elle incorpore toute une pléiade d'expressions diverses, de pratiques et de traditions diverses (sunnisme, chiisme, soufisme, malékisme, alévisme...)

Nous osons espérer que nul besoin n'est ici de démontrer les caractères iniques et la nocivité entraînés dans leurs sillages par les religions sur l'esprit des femmes et des hommes au travers de l'ensemble d'une population. La «musulmanophobie» n'est qu'un outil de domina-

tion et d'asservissement parmi d'autres, il n'est qu'un vecteur de xénophobie au milieu de l'offensive permanente alimentée par les forces réactionnaires. L'obscurantisme d'état et/ou religieux n'est jamais loin et aucun mot n'est innocent, le terme «islamophobie» n'échappe pas à la règle. Il convient de nous interroger sur les sens qu'il revêt ainsi que sur ceux qu'il sous-entend.

### UN MOT À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Les sources semblent limoneuses et se confondent concernant l'origine de ce mot. L'une d'elles, tout aussi peu fiable que les autres l'attribue à la révolution iranienne durant les années 80 où des mollahs auraient qualifié des féministes de ce pays par ce terme en les désignant ainsi comme des mauvaises musulmanes, car ne portant pas le voile.

Quoi qu'il en soit, le terme «islamophobie» est un néologisme qui désigne l'opposition, la peur, ou les préjugés à l'encontre de l'islam et par la suite la peur et le rejet des personnes de confession musulmanes. L'«islamophobie» réfère théoriquement à l'hostilité envers l'islam, ou une attitude considérée comme discriminatoire à l'encontre des personnes de cette religion et par amalgame des résidents d'origine maghrébine ou arabe. D'autres<sup>2</sup> occurrences issues d'une littérature coloniale évoquent ce terme dès 1910 en langue française. Peu importe l'origine étymologique à laquelle l'on se réfère, il est indéniable que le racisme envers les résidents d'origine maghrébine ou arabe est une réalité concrète qui remonte à des époques anciennes. Certes, de nos jours, d'autres communautés telles celles des Roms par exemple sont aussi très largement stigmatisées par l'oppression de l'État et l'information ma-

traquée en boucle par tous les médias pour imprégner la peur dans les ménages. Les boucs émissaires changent selon les époques, mais pas les procédés consistants à les désigner: cathares, juifs, homosexuels, palestiniens, protestants, immigrés, communistes et anarchistes entre autres, la liste est sans fin. Le seul ennemi à désigner est celui qui divise. Il est très intéressant de noter que ce concept présente une résonance sociale particulière: son emploi est très largement galvaudé par ses usagers. Dans la bouche et les oreilles de beaucoup de personnes, son emploi est manifestement utilisé comme une charge violente, un anathématisation marquant le front de son interlocuteur d'un sceau d'opprobre le désignant à la vindicte si vous nous passez notre lyrisme. Bref, ce mot, comme peuvent l'être les mots «fasciste» ou «antisémite» présente des usages à géométrie variable selon qui l'emploient et à qui il s'adresse.

Ainsi, on peut aussi bien l'entendre dans le discours d'un musulman radical véhiculant une vision rétrograde et archaïque de l'islam que dans ceux d'intellectuels goguenards, faussement laïcs, souhaitant défendre des valeurs «républicaines». Ne nous y trompons pas, car il ne s'agit ici que d'une forme de racisme respectable, bon teint, car il est employé avant tout pour désigner les musulmans. Un terme bouc émissaire comme le sont «les jeunes des quartiers» ou les «gens du voyage», autrement dit: la souplesse stylistique de l'euphémisme au service de l'ostracisme.

L'argument anti-islamique a toujours été un argument fort utile pour ceux qui souhaitent légitimer leur haine de l'Arabe et leur refus de l'accueillir<sup>3</sup>, mais avoir peur de quelque chose n'est absolument pas identique à ne pas aimer quelque chose. On peut d'ailleurs observer la puissante résurgence de stéréotypes coloniaux

1 - Absence de données statistiques fiables à ce sujet

2 - Alain Quellien, «La politique musulmane dans l'Afrique-Occidentale française» E.Larose, Paris 1910. Le terme islamophobie y paraît page 133 comme titre d'une sous-partie.

3 - Le nouvel observateur, 23 novembre 1989

## Racisme

justifiant des pratiques discriminatoires à l'encontre des musulmans. L'islam est perçu comme violent, agressif, menaçant (la fameuse phobie!) et forcément soutenant le terrorisme, ce regard est tout droit issu de l'imaginaire raciste: choc des civilisations, religion utilisée au service d'une idéologie politique et à des fins politiques et militaires.

L'islam est aussi perçu comme un bloc monolithique, statique, incapable de répondre aux changements et il est vrai que rarement les religieux radicaux furent à la pointe du progressisme, mais cela quels que soient leurs bords. Toujours dans le principe de cette même vision homogénéisatrice, l'islam est vu comme inférieur, car barbare, irrationnel et sexiste. D'un autre côté, la culture catholique traditionnelle peut aussi s'enorgueillir d'être un modèle de vertu civilisatrice de l'inquisition à nos jours. Concrètement, l'hostilité anti-musulmane est devenue pour nombre de nos contemporains une chose naturelle et normale<sup>4</sup>.

4 - Islamophobia: a challenge for us all-organisation anti-raciste - organisation anti-raciste britannique Runnymede Trust  
5 - Wilhelm Reich, «La psychologie de masse du fascisme», Paris, 1977  
6 - Horkheimer (Max) et Adorno (Theodor W.), La Dialectique de la raison, Paris, Gallimard, 1974, p. 16  
7 - Adorno (Theodor W.), Prismes : critique de la culture et société, Paris, Payot, 1986 et Horkheimer (Max), Théorie traditionnelle et théorie critique, Paris, Gallimard, 1974.  
8 - Horkheimer (Max) et Adorno (Theodor W.), La Dialectique de la raison, op. cit. p. 161.  
9 - Ibid., p. 177.  
10 - Ibid., p. 215.  
11 - Marianne Nizet, «Wilhelm REICH. La Psychologie de masse du fascisme» in Les cahiers psychologie politique, numéro 7, juillet 2005

### UN PHÉNOMÈNE PSYCHOSOCIAL

Le développement de la haine ou de la peur du musulman et de sa religion est liée en partie à des processus inconscients.

Wilhelm Reich, l'un des fondateurs du Freud-marxisme et de l'École de Francfort démontra dans un de ses ouvrages<sup>5</sup> que les individus créent des stéréotypes qu'ils projettent sur autrui et que ceci influence activement la société et les comportements humains.

Ces stéréotypes engendrent une fausse conscience et c'est là l'une des grandes contributions de l'École de Francfort que l'analyse de cette fausse conscience.

Celle-ci a fait l'objet d'une investigation systématique à un moment où les idéologies racistes se développent et où elles furent tout particulièrement imprégnées d'antisémitisme. Dès la fin de la guerre, en 1947, d'autres sociologues tels que Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, posaient à leur tour la question centrale de Wilhelm Reich sur la psychologie de masse et tentaient d'apporter une réponse théorique à «la mystérieuse disposition qu'ont les masses à se laisser fasciner par n'importe quel despotisme, leur affinité autodestructrice avec la paranoïa raciste»<sup>6</sup>.



La critique de l'assujettissement par la propagande industrielle d'un système tout entier, système centré sur la froide rationalité de la domination est nécessaire. Cette «mystification des masses» est liée à l'administration totalitaire des choses ou de leur faux-semblant<sup>7</sup> et nous amène à la critique de la culture de masse; «masses démoralisées par une vie soumise sans cesse aux pressions du système [et] dont le seul signe de civilisation est un comportement d'automate susceptible de rares sursauts de colère et de rébellion». Exposées aux injonctions idéologiques (publicitaires mercantiles), les masses se retrouvent engouties au cœur d'un système d'aliénation ce qui chez Adorno et Horkheimer débouche sur la critique imputable d'une «société de désespérés [...] proie facile pour le gangstérisme»<sup>8</sup>. Mais c'est surtout le gangstérisme de masse fasciste, en tant que dissolution totale et totalitaire des Lumières, qui méritait d'être soumis à l'analyse critique, et notamment à l'aune de son fondement idéologique: l'antisémitisme. «Les fascistes ne considéraient pas les Juifs comme une minorité, mais comme l'autre race, l'incarnation du principe négatif absolu: le bonheur du monde dépend de leur extermination»<sup>9</sup>.

L'intérêt théorique de l'œuvre fondatrice de Theodor W. Adorno et Max Horkheimer était aussi de pointer le rôle des stéréotypes et des étiquettes dans les préjugés antisémites (racistes) :

«L'antisémitisme n'est pas une caractéristique de l'étiquette antisémite, c'est un trait propre à toute mentalité acceptant des étiquettes. La haine féroce pour tout ce qui est différent est téléologiquement inhérente à cette mentalité»<sup>10</sup>.

Tous nous sommes concernés par ces étiquettes, bien souvent à notre insu, dans un mouvement, une parole, une expression, une pensée, mais ce n'est pas grave de se reprendre, ça l'est plus quand on considère comme vérité le stéréotype. Se reprendre et s'auto-éduquer est à la hauteur de chacun.<sup>11</sup>

Cet intérêt est aussi à étendre à d'autres formes de rejets de l'autre dans lequel on ne reconnaît aucun alter ego. Les travaux effectués par Reich, Adorno ou Horkheimer peuvent aussi bien s'appliquer aux personnes qui rejettent les différences culturelles ou culturelles de l'islam et ainsi transposer les mêmes craintes internalisées et autres angoisses disproportionnées qu'eurent d'autres masses en d'autres temps vis-à-vis de la judaïté ou de toute autre ipséité.



Quant à la phobie, elle est une peur irrationnelle par définition, et dans ce cas précis, il s'agit d'une peur qui est savamment instillée et reproduite, partant des élites et des classes dominantes pour être assimilée tout du long de l'échelle des classes sociales.

Peu importe ce que certains théoriciens et leurs usages hypocrites et délirants de ce mot en disent, c'est toujours la personne et ses croyances qui étaient/son/seront visées et non ses idées. Mettre au ban une communauté : sexuelle, ethnique ou religieuse, c'est simplement se déresponsabiliser de façon plus ou moins conscientisée vis-à-vis des autres.

### UNE LAÏCITÉ CLIVANTE ET EN VASE CLOS

En France, la laïcité fut forgée lors de la Révolution française pour mettre l'Église catholique à l'écart des affaires politiques. Querelle de puissants encore une fois. Aujourd'hui encore l'on peut assister et subir ces travers jacobins et centralistes tout droit issus du républicanisme.

C'est une sainte laïcité qu'il faut révéler sous peine d'excommunication républicaine. Disons-le clairement, de nos jours on a moins à craindre des pouvoirs publics si l'on est de confession juive ou chrétienne que si l'on est de confession musulmane. Toutes les communautés ne

sont pas traitées de la même façon. Quels sont les intérêts en jeu pour nécessiter ces clivages? Si la religion musulmane est la seconde plus pratiquée en France, l'État français ne craindrait-il pas que sa domination politique ne soit ébranlée par celle de l'islam? Querelle de puissants encore une fois.

Notons aussi qu'avec l'ampleur de la crise économique, l'excitation des peurs collectives est d'autant plus renforcée par les médias que certaines langues se délient.

Les récents propos de l'actrice Véronique Genest concernant l'islam ainsi que le battage médiatique y afférent en sont révélateurs. Nous ne sommes pas dupes de cette ambiance pré-apocalyptique entretenue pour nous pressuriser encore plus. L'État français ne peut concevoir qu'un islam policé s'intégrant parfaitement aux valeurs du pays d'accueil, mais avancer cet argument n'est-il pas tout aussi stigmatisant pour la religion musulmane que pour les autres? Alors quoi? Il y aurait donc des bons et des mauvais musulmans?

En effet, les pouvoirs publics entretiennent une vision de l'islam monolithique et sans aspérités. Alors que c'est tout le contraire, et que c'est seulement auprès des religieux les plus radicaux que l'on retrouve cette vision homogénéisatrice de la communauté religieuse. Il est assez intéressant de renvoyer les laïcards et les religieux radicaux les uns aux autres dans leurs discours, car en fin de compte, le corollaire de l'«islamophobie» est une vision cloisonnée et de la laïcité. On n'a fait que travestir le racisme en y ôtant le rapport direct à la «race». Car au final, même mutant, le racisme est-ce qu'il est : une volonté délibérée de refuser l'altérité, une projection de ses propres frustrations sur l'autre et l'on retrouve ce schéma aussi bien chez le connard lambda que le connard alpha. Autant dire que pour les musulmans de France, ça sent le fagot s'ils ne sont pas assez français et la ratonnade s'ils sont trop maghrébins. Accrochez-vous à vos élastiques, Riposte laïque n'a qu'à bien se tenir : «Et, bien sûr, jamais la moindre condamnation des provocations antichrétiennes pourtant incontestables. On se souviendra pourtant que la même famille socialiste n'avait pas manqué de dénoncer les «provocations» lorsque l'actualité s'était arrêtée sur une obscure

bande-annonce — circulant uniquement sur Internet — d'un film se moquant de Mahomet ou sur une caricature blessante pour les musulmans, publiée dans *Charlie Hebdo*. Le parti socialiste confirme ainsi ce que beaucoup savaient déjà : au nom de la laïcité républicaine, il s'émeut de toute «islamophobie» tout en applaudissant chaque démonstration de «christianophobie».

Pour les fondamentalistes de la laïcité, l'ennemi c'est le christianisme. Il est essentiel que chaque catholique en prenne conscience».<sup>12</sup>

Après ces réjouissances fascistoïde, revenons à nos principes fondamentaux d'ouverture à l'autre et du respect de sa personne ainsi que de

de nobles valeurs, telles que la tolérance et l'équité. L'État et les autorités religieuses relèvent des mêmes schémas plus ou moins nuancés : hiérarchie rigide, soumission à l'autorité, uniformisation de la pensée et prohibition de toute velléité collective, car tout doit venir d'en haut.

Un gouffre sépare ce que la laïcité évoque et la façon dont elle est pratiquée par la République française; cette belle égalité républicaine déclarant qu'aucune opinion n'est au-dessus des autres et que tout le monde est égal devant le droit de l'acquisition aux savoirs. La liberté, l'égalité et la fraternité c'était pourtant un bon programme au début.

Malgré tout, chacun est influencé par ses propres croyances consciemment ou pas (les auteurs de cet article inclus). Dans quelle mesure faire la part des choses? Comment est-il possible de répondre de façon collective à ce problème?

L'antichristianisme à la française a-t-il payé? Certes, les églises sont vides, mais les supermarchés sont toujours pleins. Quoique de nos jours...

Chacun détient à sa mesure une parcelle de vérité, vérité du vécu, du collectif, du partagé et de l'expérimenté. À quelle autre vérité que le partage peut-on se fier?

Le terme «islamophobie» n'est qu'un simple mot, et ce, malgré la noria de sens qui gravite autour de lui. Ce n'est qu'un mot, mais c'est aussi un outil, une tactique de manipulation employée par l'État afin de diviser pour mieux régner. C'est un mot qui discrimine, un mot qui désigne une peur collective, et qui jamais n'invoquera la critique raisonnée et claire de l'islam.

Aurélien et Mamatt  
OCL Strasbourg, Mars 2013

sa liberté inconditionnelle de croire (ou pas) à une vérité de son choix, révélée ou pas. Car tous ceux qui se gargarisent de détenir une vérité intangible au nom d'humains ou de dieux représenteront toujours un danger pour les esprits progressistes.

En accord avec les idées et les actions de Pierre Tévanian, il est préférable de promouvoir une laïcité ouverte aux autres cultures, sans nivellements. «Il n'est évidemment pas question pour nous de dicter la bonne manière de penser ou de parler (...) mais si nous ne prétendons pas connaître la bonne façon de parler, nous considérons qu'il y en a indéniablement de mauvaises».<sup>13</sup>

Comme les mots ont leur importance, il est souhaitable de les circonscrire à leur juste valeur. N'importe quelle graine de fanatique niera tout ceci envers et contre tout à ses propres fins.

En conclusion, la séparation de l'Église et de l'État fut une bonne chose dans la mesure où l'on avait enfin le choix. Le choix entre la peste ou le choléra à la place de la peste ET du choléra. Ne crachons sur aucun effort. Trêve de méchanceté, car malgré cette séparation et l'instauration de la laïcité, on assiste aujourd'hui à l'altération de son sens et à la perversion



12 - Alain Escada, président de CIVITAS

13 - André Tévanian et Sylvie Tissot lors de la création en 2000 du collectif «Les mots sont importants»

## Le goût de l'émeute (Manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la « Belle Époque »)

Anne Steiner, *l'échappée*, 2012, 208 p., 17 euros.



Après *Les En-Dehors* sur les anarchistes individualistes et illégalistes des premières années du XXe siècle chez le même éditeur, Anne Steiner propose un nouveau livre sur les manifestations parisiennes violentes de cette même période.

Les événements relatés dans cet ouvrage s'intéressent à « des foules exprimant leur émotion et leur indignation après des meurtres perpétrés par des policiers ou des gendarmes lors de conflits sociaux [...] ou face à des exécutions capitales ». Le livre évoque ainsi la grève des terrassiers de Draveil-Vigneux en 1908 et celle des boutonniers de l'Oise l'année suivante. Et pour les condamnations à mort, la manifestation parisienne après l'exécution du pédagogue libertaire Francisco Ferrer à Barcelone en 1909 et celle qui suit l'enterrement de l'ébéniste Henri Cler, un anarchiste et syndicaliste du faubourg Saint-Antoine, tué

par la police au cours d'un affrontement pendant une grève en 1910. Il revient enfin sur la manifestation qui a lieu lors de l'exécution du jeune cordonnier Jean Liabeuf, qui avait voulu se venger des persécutions de la police des mœurs et avait été condamné à la peine capitale.

L'ensemble se lit comme un récit bien documenté et facile d'accès, même si l'auteur aurait pu mieux utiliser les écrits d'Albert Libertad publiés par ailleurs (*Le Culte de la charogne*, 2006<sup>1</sup>). Si certains de ces épisodes (la grève de Draveil, les manifestations pour Ferrer et Liabeuf) sont mieux connus et ont déjà fait l'objet d'études et de publications, on découvre les autres avec intérêt, comme la grève des boutonniers de l'Oise ou l'enterrement qui tourne à l'émeute d'Henri Cler. Mais le principal mérite du livre est d'avoir réuni ces diverses manifestations de la conflictualité sociale de la Belle Époque dans une même étude. Elles font apparaître le caractère commun de ces émeutes qui voient des « affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre » et des « attaques contre les biens et les

personnes perpétrées par des foules en colère ».

Anne Steiner insiste à juste titre sur l'apparition durant ces mêmes années de la manifestation légale, autorisée par les autorités et encadrée par le service d'ordre des organisateurs, et sa différence fondamentale avec les émeutes spontanées qui font l'objet du livre. Mais elle n'explique pas les raisons de son approche centrée uniquement sur la région parisienne alors qu'elle-même évoque, par exemple, « la grande route de l'émeute » des boulonniers du Chambon-Feugerolles dans la Loire en 1909.

Richement illustré de cartes postales et de caricatures d'époque, *Le Goût de l'émeute* n'épuise pas le sujet, mais est un livre à lire pour mieux connaître l'histoire souvent héroïque du mouvement ouvrier d'avant 1914, assassiné par la guerre mondiale, le fascisme et le stalinisme.

1 - <http://www.peloutier.net/livres/livres.php?ref=38>

## Sartre et l'extrême gauche française (Cinquante ans de relations tumultueuses)

Ian H. Birchall, *La fabrique*, 2011, 402 p.

Historien anglais et militant du Socialist Workers Party (trotskiste), Ian H. Birchall se propose dans cette étude de « sauver Sartre de ceux qui ont voulu le transformer en simple compagnon de route du stalinisme ». Et, pour cela, il adopte une méthode simple : « situer les divers écrits de Sartre dans leur contexte ».

Une fois refermé, le livre laisse une impression mitigée. On saluera d'abord la grande connaissance dont fait preuve l'auteur non seulement sur Sartre, mais sur l'ensemble de l'extrême gauche française depuis les années 1930, de sa presse, de ses revues et des femmes et des hommes qui la composaient. On appréciera aussi sa volonté de remonter aux sources pour chaque événement ou problème évoqué. La typologie de la gauche antistalinienne qu'il établit dès le début de son livre mériterait d'être connue, et reprise, par nombre d'historiens français dont la paresse intellectuelle n'a d'égal que le conformisme frileux. L'auteur attire aussi l'attention du lecteur sur des articles prémonitoires, et curieusement méconnus, voire totalement inconnus, comme, par exemple, ceux de Colette Audry : « Une philosophie du fascisme allemand : l'œuvre de Martin Heidegger » (*L'École émancipée*, 14 & 21 octobre 1934). On

mettra également à son actif le soin qu'il met à restituer l'itinéraire de Sartre dans son temps, en insistant à chaque fois sur le contexte et les tenants et aboutissants des débats auxquels il participe. De même, il évoque dans le détail les écrits de personnalités souvent oubliées dans leurs rapports avec Sartre comme Colette Audry, Daniel Guérin, Pierre Naville, Victor Serge ou les animateurs de « Socialisme ou Barbarie ». On notera également qu'il ne ménage pas certaines des prises de position de Sartre, malgré son évidente sympathie pour l'homme, l'écrivain et le militant de gauche.

Malgré ces qualités, on trouvera néanmoins de petites erreurs dans ce livre comme, par exemple, quand Birchall qualifie Pierre Rimbert (1909-1991) [Charles Torielli, dit] simplement de « trotskiste » alors qu'il fut durant les années 1930 un militant communiste, puis un oppositionnel du groupe Que faire ?, malgré un bref passage à la Ligue communiste. Mais là n'est pas l'essentiel. En effet, le reproche principal que l'on peut faire à ce livre est de vouloir sauver Sartre de ses prises de position, non seulement en faveur de Staline et des « démocraties populaires » à l'époque la plus noire de ces régimes, mais d'avoir poursuivi dans l'erreur en apportant

son soutien au Cuba de Castro comme à la Chine de Mao.

Dans un article de *Socialisme ou barbarie* (août-septembre 1953), « Sartre, le stalinisme et les ouvriers », Pierre Chaulieu écrit que, en 1900, Sartre, qui n'avait aucune idée de ce que pouvait signifier l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même, aurait été un patron paternaliste, mais, qu'aujourd'hui, « ne pouvant compter que sur ses droits d'auteur, il était stalinien ». Cette remarque illustre bien la capacité de Sartre à être toujours en phase avec l'air du temps, à adopter une position qui, en dehors des luttes anti-coloniales, allait dans le sens de l'opinion « de gauche » la plus facile et la plus commune, sans aller voir de l'autre côté du miroir et des mystifications du « socialisme » réalisé, en URSS et ailleurs, et passant avec facilité d'un mensonge déconcertant à un autre.

Au final, ce livre intéressera plus par l'évocation des interlocuteurs de Sartre dans l'extrême gauche que sur Sartre lui-même qui, quoi qu'en dise Birchall, sous-estime « comment l'intelligence, la culture et le talent concoururent à épaissir les ténèbres », comme l'écrivit Claude Lefort.

## Des pesticides dans les cheveux des salariés viticoles

La France reste le 1er pays européen utilisateur de pesticides et le 3ème au monde en tonnage avec 62 700 tonnes de substances actives vendues en 2011. Malgré le lancement du plan Ecophyto en 2008, et l'objectif affiché de réduction de 50 % des pesticides en 10 ans ainsi que l'exclusion des substances les plus dangereuses, la consommation de pesticides (NODU) a augmenté entre la période de 2009-2010 et la période 2010-2011 de 2,7% et les professionnels, comme les amateurs ou les consommateurs, sont toujours exposés à des substances pouvant être perturbatrices du système endocrinien, des neurotoxiques ou encore des cancérigènes possibles.

La loi Grenelle I affichait l'objectif d'interdire l'épandage aérien de produits phytomédicaments, sauf dérogations. La loi Grenelle II a réaffirmé l'interdiction d'épandage mais en précisant : «sauf dans des conditions strictement définies par l'autorité administrative pour une durée limitée lorsqu'un danger menaçant les végétaux, les animaux ou la santé publique ne peut être maîtrisé par d'autres moyens ou si ce type d'épandage présente des avantages manifestes pour la santé et l'environnement par rapport à une application terrestre (...)». Des dérogations annuelles peuvent ainsi être accordées par les préfets de département pour les cultures de vigne. De nombreux éléments et études attestent aujourd'hui de la présence de résidus de pesticides dans notre environnement: dans l'air, l'eau, les sols ... 96 % des cours d'eau testés sont pollués, 50 % des fruits et légumes (non bio) contiennent des résidus de pesticides mais aussi notre corps.

Avec 783 milliers d'hectares pour la vigne en 2011 (dont 33 344 hectares pour l'appellation Champagne), cette

culture représente 3,7 % de la Surface Agricole Utile mais elle consomme à elle seule environ 20 % des pesticides (en masse) dont une majorité de fongicides (80 %).

Près de 85 000 exploitations (plus de 15 500 en Champagne) cultivent 780 000 hectares de vigne destinée à la production de vin.

La vigne devrait donc avoir un rôle majeur dans l'objectif de réduction des produits phytosanitaires. Un engagement sur lequel la France est mal engagée puisqu'elle a plutôt augmenté sa consommation ces dernières années.

Le C.I.V.C. (Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne) a demandé et obtenu, en 2012 une dérogation afin de poursuivre l'épandage de produits phytosanitaires par hélicoptère sur les parcelles les plus inaccessibles.

### "L'ÉCONOMIQUE NE DOIT PAS TOUJOURS PRIMER SUR LA SANTÉ"

«La santé des agriculteurs est meilleure que celle du reste de la population française». Les conclusions de l'étude AGRICAN publiée en 2012 passeraient à côté de l'essentiel, car des cancers rares sont surreprésentés chez les agriculteurs, notamment les viticulteurs et les arboriculteurs.

Selon un professeur de médecine spécialisé dans la santé au travail, à l'hôpital Sébastopol de Reims, «ce sont les cancers rares qui sont surreprésentés chez les viticulteurs, notamment le cancer du sein (dont 1% concerne des hommes) et le cancer de la prostate. Ce sont des cancers hormono-dépendants. Les pesticides seraient reconnus par l'organisme humain comme étant des oestrogènes (...) Ils joueraient alors le rôle de perturbateur endocrinien». Quatre autres cancers semblent égale-

ment émerger : le cancer de la peau et des lèvres, "que l'on doit surtout à l'exposition au soleil, mais les pesticides potentialiseraient la nocivité du soleil". Les tumeurs cérébrales, le cancer du sang et de l'appareil digestif sortent également du lot. En 1995 déjà, un professeur de la faculté de médecine de Besançon, a rendu compte «d'un lien possible entre exposition aux pesticides et cancers du cerveau et de la vessie chez les viticulteurs».

Génération future vient de rendre publique une enquête réalisée dans le bordelais (à Listrac Médoc) appelée APACHE (Analyse de Pesticides Agricoles dans les CHEveux).

25 personnes se sont portées volontaires pour cette enquête, dont 15 salariés de la viticulture. Des molécules cancérigènes, issues des pesticides dans les vignes, ont été retrouvées dans les cheveux des salariés de la viticulture et même des riverains. Les salariés viticoles présentent 11 fois plus de pesticides que la population témoin. Les riverains des vignes, cinq fois plus.

Mais le résultat le plus inquiétant de cette étude réside plutôt dans la nature des produits utilisés. Près de la moitié des molécules retrouvées sont classées comme cancérigènes possibles, 36% sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens. Du Diuron, un herbicide interdit depuis 2003 en France, a même été retrouvé sur l'un des professionnels. Ce sont des salariés viticoles eux-mêmes qui ont souhaité participer à cette analyse. Leur situation est difficile puisqu'en dénonçant les risques, ils craignent aussi de perdre leur emploi.

L'Inserm travaille également sur une étude sur la santé des salariés de la viticulture, mais dont on attend toujours les résultats.

Camille, OCL Reims

## Réalité et cynisme des capitalistes.

Warren Buffet, voici quelques temps, déclarait : «tout va bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été si prospères. C'est une guerre de classe, et c'est ma classe qui est en train de la gagner». W. Buffet serait la deuxième plus grosse fortune du monde (derrière Bill Gates) avec 52 milliards de dollars. Mais derrière le capitaliste lucide se cache un grand humaniste puisqu'il se déclare favorable à une meilleure répartition des richesses. Son humanisme ne l'engage pas à redistribuer sa fortune. La lutte des classes évoquée par Warren Buffet et depuis Karl Marx était celle des prolétaires, des pauvres, des exploités contre les riches, les nantis, les exploités.

Maurice Taylor jr, le PDG du groupe américain Titan international, dans une lettre virulente, publiée par le site des Echos et adressée au ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, explique les raisons qui l'ont poussé à se retirer du projet de reprise de l'usine Goodyear à Amiens Nord : «J'ai visité cette usine à plusieurs reprises. Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures. Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France ! », écrit Maurice M. Taylor Jr.

« Monsieur, [Arnaud Montebourg] votre lettre fait état de votre envie d'ouvrir des discussions avec Titan. Vous pensez que nous sommes si stupides que ça ? Titan est celui qui possède l'argent et le savoir-faire pour produire des pneus. Qu'est-ce que possède le syndicat fou (CGT)? Il a le gouvernement français. Le fermier français veut des pneus à bon prix. Il se fiche de savoir si les pneus viennent de Chine ou d'Inde, et si ces pneus sont subventionnés. » Le PDG conclut en disant que les marchés chinois et indiens sont bien plus attractifs, et qu'il est hors de question que son groupe s'aventure à Amiens Nord : « Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont la France a besoin. Vous pouvez garder les soi-disant ouvriers. Titan n'est pas intéressé par l'usine d'Amiens Nord. Cordialement, Maurice Taylor Jr. » Ainsi donc, s'il ne reprend pas l'usine c'est la faute aux ouvriers.

Voici donc dévoilé, avec arrogance et mépris envers les peuples, l'état d'esprit des capitalistes et leur mondialisation sans fard, sans le filtre des communicants soporifiques de l'acceptation. Une raison de plus pour les combattre et nous débarrasser de leur système qui ne sème que la misère et le chaos.

MZ.

# Après le dialogue... la castagne !? Un ayraultport pur porc!

Fins de l'hiver et de la commission de dialogue, procès des lieux du mouvement, acharnement revendiqué des caïques locaux du PS et de Vinci... Les aménageurs reviennent à la charge ! La résistance aussi avec l'initiative « Sèmes ta ZAD » !

## ÉCHANGES D'ARGUMENTS

Le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes (NDDL) en Loire-Atlantique suscite toujours autant de communiqués, déclarations et argumentaires contradictoires sur son utilité supposée. Même le préfet de région Midi-Pyrénées s'en mêle involontairement en abandonnant un projet similaire à celui de NDDL, mais prévu celui-là en Basse-Ariège pour remplacer l'aéroport toulousain supposé trop enclavé dans l'agglomération. Les raisons invoquées par le préfet: une saturation de l'aéroport de Toulouse-Magnac non prouvée, tout comme la dangerosité et la gêne dues au survol de la ville, accessibilité et compétitivité insatisfaisantes du projet - temps de transport supplémentaires -, financement malaisé... Le préfet toulousain s'est peut-être inspiré des opposants de Loire-Atlantique pour rédiger son rapport ?!

Le projet d'aéroport de NDDL est maintenant examiné par les commissions européennes de la concurrence et des pétitions, censées venir sur le terrain bientôt, mais malheureusement sans pouvoir suspendre des travaux éventuels. Un eurodéputé UMP a finement regretté à cette occasion la mise sur la place européenne d'une « guerre franco-française »... (O-F 21/03/13).

Par ailleurs, certains grands projets d'infrastructures sont stoppés pour raisons financières (LGV Poitiers-Limoges) alors que la situation économique de l'Etat français se dégrade rapidement, alors que des diminutions de salaires et des impôts supplémentaires sont annoncées pour tous les salariés disposant encore d'un emploi ; décidément le projet d'aéroport se révèle de plus en plus une dépense publique futile, adaptée aux besoins des classes les plus riches. Même l'OCDE, structure néolibérale du capitalisme mondial, dans un rapport récent déclare à propos de la gestion du gouvernement Ayrault que « ...les LGV, projets presti-

gieux, stades et aéroports régionaux risquent de représenter une charge pour les générations futures »... bref... « la rentabilité des projets d'investissement public devrait être évaluée avec soin »... Si même eux l'écrivent, comment le dire?

Heureusement les politiciens socialistes de la région nantaise connaissent la chanson. Tout va très bien, Madame la Marquise! , chantonnent-ils régulièrement sur tous les tons aux micros et caméras des médias<sup>2</sup>. Auxiette, président de la région Pays de la Loire, flingue même ses alliés écolos EELV, taxés d'opportunisme pour rejeter aujourd'hui un projet soutenu il y a quelques années par Voynet! Il est vrai que le président Hollande a qualifié le projet d' « ..équipement... indispensable.. pour accompagner et permettre la croissance économique du Grand Ouest » dans un courrier du 5 mars à Grosvallet, président PS du Conseil Général 44. Alors, si le Grand Timonier approuve!

## RÉPRESSION ET GRANDES MANOEUVRES

Soutenus par le CARILA (collectif anti répression issu de la lutte contre l'aéroport), des opposant-e-s continuent de passer en procès et être condamnés. Le camarade emprisonné depuis novembre pour six mois est passé en appel mi-mars (rendu le 4 avril) pour contester surtout son interdiction de séjour en Loire-Atlantique (à l'exception de sa commune d'habitation!).

Des lieux d'habitation de la ZAD<sup>3</sup> se verront signaler leur expulsion probable les 26 et 28 mars par le tribunal de Saint-Nazaire. Plusieurs participants à des opérations « péage gratuit » en Vendée sont convoqués chez les gendarmes sur la base des immatriculations des véhicules: « Rien à déclarer ! »... A suivre.

Par ailleurs AGO VINCI a annoncé de futurs travaux à partir du 25 mars, entre NDDL et Grandchamps des Fontaines à proximité de l'échangeur Est

du barreau routier censé desservir le futur aéroport. En réponse à ce futur chantier, sept poteaux et du matériel électrique et des fiches de géomètre ont été sabotés lors d'une action collective le dimanche 10 mars, à l'occasion d'échanges de savoirs avec le mouvement anti THT du Cotentin réunissant une centaine de personnes. La DRÉAL<sup>4</sup> et AGO-VINCI tentent de contourner une difficulté majeure pour la réalisation du projet: en effet la loi sur l'eau oblige de compenser les destructions de zones humides par la création d'une surface double, ce qui rend quasiment impossible la destruction de centaines d'hectares de zones humides par l'aéroport, dans un département souffrant déjà de pénurie de terres agricoles. La DRÉAL et AGO démarchent donc des propriétaires un peu partout autour de la zone pour trouver rapidement des compensations environnementales ; en parallèle ils tentent de faire modifier le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) par le Conseil Général pour que la compensation par le double de terres soit retirée du texte!!! Berlusconi, spécialiste des lois sur mesure, ferait donc des émules jusqu'en Loire-Atlantique!?

La fin du mois de mars pourrait donc être très mouvementée, d'autant que l'initiative « Sèmes ta ZAD » (voir encart) compte lancer collectivement un certain nombre de productions sur les terres d'AGO-VINCI et du Conseil Général et tentera de mobiliser le 13 avril plusieurs milliers de personnes. Réservez cette date qui sera n'en doutons pas un tournant de la lutte!

Nantes, le 23/03/13

PS: depuis plusieurs mois, Courant Alternatif rend compte du mouvement d'opposition à l'aéroport ; nous ne reprenons pas systématiquement toutes les infos et réflexions sur le thème, mais les articles sont tous consultables en ligne sur le site de l'OCL: <http://oclibertaire.free.fr>.

1 - Les subventions versées par les collectivités locales à Vinci pour la construction du projet fausseraient la libre concurrence selon les critères européens.

2 - Et même les mauvaises élections législatives partielles (comme celle de Beauvais du 17 mars avec 60 % d'abstentions, le vote PS amputé d'un tiers, un deuxième tour UMP-FN) semblent glisser sur eux comme la pluie sur un canard

3 - Cabanes de la Châtaine construites le 17 novembre dernier lors de la grande manifestation de réoccupation, ferme de Bellevue occupée fin janvier par un collectif paysans-zadistes et le COPAIN

4 - DREAL: direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, organisme qui est le plaignant dans les procès contre l'occupation de la ZAD.

## APPEL « SEMES TA ZAD » publié mi-mars :

Le début du mois d'avril sera un moment charnière : la fin de la « commission de dialogue » proposée par le gouvernement pour « mieux expliquer la nécessité de l'aéroport » signifiera le retour possible d'opérations d'expulsions de grande ampleur. En face, la dynamique d'occupation de la ZAD, relancée le 17 novembre dernier, se tourne à présent vers des projets agricoles destinés à s'implanter dans la durée. La remise en culture, en masse, des terres expropriées sera notre manière de tirer le trait sur un dialogue fantôme - et de célébrer les quelques mois passés à (re)construire, malgré l'inces-

sante occupation militaire des routes du bocage. Cette manifestation sera aussi une manière de prendre de l'avance sur d'éventuels travaux en allant s'installer sur une partie des terres menacées à court terme. Cette manifestation sera le fruit de ce qui se compose progressivement entre des paysans et des occupant-e-s venu-e-s s'installer pour défendre la zone : défrichage et occupation des terres maraîchères du Sabot en mai 2011, défense de la ferme du Rosier puis de la Châtaine à l'aide de plusieurs dizaines de tracteurs enchaînés en novembre, occupation in extremis avant sa destruction de la ferme de Bellevue fin janvier... Au-delà de ces quelques dates emblématiques, la régularité des assemblées agri-

coles ainsi que les complicités nouées au quotidien, aussi bien autour d'un repas que derrière une barricade, ne cessent d'invalider les catégories fermées dont use le pouvoir pour qualifier et diviser les opposant-e-s au projet d'aéroport.

Ce qui se joue aujourd'hui à NDDL rappelle et renouvelle l'histoire dense de certains mouvements paysans locaux au cours des décennies passées : liens forts avec les grèves et mouvements de 68, actions directes face aux diktats de l'industrie, occupations de terre contre les « cumulards »...

# Kurdes : «le plus grand peuple au monde sans État»<sup>1</sup> (Partie 1)

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres préconise la création d'un état kurde à condition que cette création soit la volonté du peuple kurde. Ainsi pour les Kurdes de Turquie, il ne s'agit plus de trouver une voie guidée par des féodaux ou des élites à la botte d'impérialistes quelconques mais d'ouvrir la voie d'une résistance qui conduirait à la libération du Kurdistan dans sa totalité et au-delà à une révolution dans tout le Moyen Orient.

## LE 10 AOÛT 1920, LE TRAITÉ DE SÈVRES PRÉCONISE LA CRÉATION D'UN ÉTAT ARMÉNIEN ET D'UN ÉTAT KURDE

Avant la première guerre mondiale, le Kurdistan fait partie de la Perse et de l'Empire ottoman. En 1914, ce dernier s'engage au côté de l'Allemagne; après la défaite du bloc allemand en 1918 les puissances coloniales victorieuses (Angleterre et France) s'autorisent un découpage de l'empire ottoman selon leurs intérêts. Le 10 août 1920, le traité de Sèvres préconise la création d'un état arménien et d'un état kurde à condition que cette création soit la volonté du peuple kurde.

Ce traité provoque en Turquie un sursaut national autour de Mustapha Kemal, qui dès 1919 ouvre une guerre d'indépendance aidé par certains seigneurs kurdes qui voient en Kemal et ses idées un allié de circonstance pour la constitution d'un futur état kurde. Cependant en 1921, une révolte kurde réclamant que les accords du traité de Sèvres soit respecté est écrasée et des opposants assassinés. La victoire de Kemal aboutit à la chute de l'ancien régime ottoman, à la négociation d'un nouveau traité et à la proclamation de la République turque le 23 octobre 1923. On passe d'une société féodale à un état proche de l'état français de 1789. Ce traité, plus avantageux pour le nouvel état est signé à Lausanne, le 24 juillet de la même année. Il rend caduque le traité de Sèvres et reconnaît la souveraineté kémaliste sur la plus grande partie du Kurdistan. Le projet d'états kurde et arménien est abandonné et le territoire kurde divisé entre quatre états : La Perse, la Turquie, l'Irak sous contrôle britannique et la Syrie sous contrôle français. Cependant, l'actuel Nord de l'Irak qui devait faire partie de la Syrie, pour cause de pétrole, reste sous influence anglaise<sup>2</sup>. A partir de 1924, la langue turque est déclarée unique et officielle, la culture kurde et arménienne ainsi que bien d'autres minorités sont niées sur l'ensemble du territoire et l'enseignement et l'assimilation à la culture turque sont rendues obligatoires dans

chaque administration, école, caserne<sup>3</sup>. Par la suite, jusqu'à une histoire plus contemporaine la question kurde est jalonnée de révoltes continuelles et transfrontalières. Ces affrontements eurent lieu entre séparatistes Kurdes et Kurdes Féodaux, et d'autres entre Kurdes et les états auquel ils sont inféodés.

## DU MOUVEMENT KURDE POUR LA LIBERTÉ ET LA DÉMOCRATIE, DE LA GUÉRILLA DU PKK VERS LE KCK (UNION DES COMMUNAUTÉS DU KURDISTAN)

En 1952, la Turquie intègre l'OTAN. En 1971 après un coup d'état militaire en Turquie, la société turque et moyenne orientale sont en pleine ébullition et la poussée à gauche des mouvements sociaux s'intensifie sur l'ensemble de ces pays qui se partagent le Kurdistan mais aussi bien au-delà. Dans ce contexte, un groupe de l'université d'Ankara se forme et donne naissance au PKK (Partie des Travailleurs du Kurdistan). Il s'est formé autour d'Abdullah Öcalan. Dès 1974, cette organisation se distingue par sa radicalité sur le nationalisme, son athéisme et ses positions marxistes léninistes sommaires. Cette organisation est pour le séparatisme de l'ensemble du Kurdistan sous la forme d'une confédération. L'indépendance sera l'œuvre de l'alliance des travailleurs et des paysans contre la bourgeoisie kurde et non avec les organisations compromises avec l'état turc. Cette relève de la contestation kurde est consciente que si les Kurdes ne sont pas directement responsables de leur situation, ils n'en constituent pas moins les maillons de la reproduction du pouvoir turc. Ses membres pour la plupart viennent de villages, ne sont pas issus d'une élite ou de professions libérales. La jeunesse, vivier de la contestation, digère la défaite en 1975 des opportunistes et corrompus Barzani du PDK irakien. Cette bourgeoisie tribale ne laisse derrière elle qu'une lutte intestine de pouvoir entre deux clans (le PDK d'un côté et l'UPK de Calal Talabani). Ces seigneurs n'existent que pour eux et par une répartition clientéliste des gains engrangés. Ils s'assurent

la conservation du pouvoir par le haut par des revirements d'alliance constants. Dans ces années, le traitement de la question kurde et sociale par une grande partie de l'extrême gauche turque est abordé d'une manière jacobine, ce qui éloignera le PKK d'une alliance avec cette gauche. On assiste depuis ce moment à une kurdisation de l'organisation. Ainsi pour cette jeunesse kurde de Turquie, il ne s'agit plus de trouver une voie constitutionnelle guidée par des féodaux ou des élites à la botte d'impérialistes quelconques mais d'ouvrir la voie d'une résistance qui conduirait à la libération du Kurdistan dans sa totalité et au-delà à une révolution dans tout le Moyen Orient.

## UN RETOUR AUX SOURCES DU KÉMALISME

Il s'opère au moment de l'occupation de l'Afghanistan par les Russes en 1978 en passant par la chute du Chah en 1979. En 1978, les sociaux-démocrates turcs déclarent l'état de siège au Kurdistan, et quelques mois plus tard, les conservateurs qui reprennent le pouvoir en Turquie échouent eux aussi. Pendant ce temps, en 1978 le PKK se constitue en tant qu'organisation politique et la répression de l'état social démocrate turc de cette époque, écrase l'extrême gauche turque et le Kurdistan turc est occupé militairement ; deux milles kurdes sont assassinés et torturés. A partir de là, beaucoup de Kurdes partent pour l'Europe. Dans ce contexte moyen oriental où la gauche nationaliste égyptienne signe les accords de paix de Camp David le 17 septembre 1978, le PKK s'installe au Liban et s'engage au côté des Palestiniens contre l'invasion militaire d'Israël. Depuis ces accords, les mouvements de résistance moyenne orientale se tournent de plus en plus vers l'islamisme. Ce cadre moyen oriental brouille de plus en plus la lutte des classes au profit de lutte de clan et, ou confessionnel, les états intègrent ces forces belligérantes ingérables pour les orienter quand ils le peuvent vers des conflits incessants pouvant de près ou de loin servir leurs intérêts. La lutte spécifiquement kurdiste se marginalise de

1 - Aujourd'hui, la communauté kurde transfrontalière s'élève à 20 millions de personnes en Turquie, 10 millions en Iran, 5 millions en Irak et 2,5 millions en Syrie.

2 - 40 % du pétrole iranien et irakien ainsi que 60% du pétrole turc viennent des régions kurdes.

3 - Voir encadré en fin de ce numéro sur les lois d'assimilation

## International / Kurdistan

plus en plus par rapport à l'orientation de ces mouvements. Mais prise dans un contexte transfrontalier elle bénéficie pourtant de ces mêmes processus d'extension des conflits. Sur fond de guerre entre l'Iran et l'Irak (les frontières de l'Est de la Turquie touchent l'ex URSS), les USA choisissent en Turquie, de soutenir le général Evren et un retour aux sources du kémalisme s'opère. Le coup d'état du 12 septembre 1980 assure aux USA, la bonne conduite de leurs affaires au Moyen Orient. La société turque est verrouillée ainsi jusqu'à la deuxième guerre du golfe où l'administration américaine de Bush junior préfère jouer la carte de l'AKP (d'Erdogan) et de la société civile turque plutôt que des ultras nationalistes kémalistes. La nouvelle Constitution de 1982 laisse les mains libres aux militaires turcs et crée le conseil national de sécurité (MGK) qui gèrent et met son nez partout ; l'assemblée nationale est dissoute, les partis politiques interdits. Les pouvoirs que cette constitution donnés aux militaires sont immenses et s'étendent bien au-delà des affaires de l'état (censures des médias, de la production littéraire et artistique) et de ses frontières. En mai 1983, la junte militaire turque mène des opérations sur le territoire irakien avec l'approbation de Bagdad, ainsi qu'en Iran. Dans la guerre Iran-Irak, les zones kurdes sont bombardées de part et d'autre.

### UNE GUERRE D'AUTODÉFENSE POUR LA CRÉATION D'UN ÉTAT KURDE

Avec la dictature du général Evren la répression envers le mouvement kurde s'accroît, la voie militaire choisie par Evren conforte le PKK d'engager une guerre d'autodéfense pour la création d'un état kurde. Cette guerre commence officiellement le 15 août 1984, elle est ponctuée jusqu'à aujourd'hui de plusieurs trêves unilatérales de la part de la guérilla. Trêves qui ne seront jamais respectées par les gouvernants successifs turcs. Pour le PKK au fil de ses congrès, le processus critique et autocritique est constant. Durant ces années 1980, la digestion de cette première décennie de guerre amène les militants à redéfinir leurs objectifs collectifs, du moins à laisser le débat ouvert. Une remise à plat de la création d'un état-nation dans leurs revendications est dans l'air... La création d'un état puissant et dirigiste sur le modèle de l'URSS est loin de faire l'unanimité comme une autonomie restreinte basée sur un minimum culturel et éducatif signifierait une défaite. Le débat sur le séparatisme reste donc ouvert et par ce processus critique-autocritique en attendant une éventuelle défaite ou victoire, l'évolution de la question du séparatisme reste ouverte. La pratique fertilise dorénavant le dis-

cours sur la question. Sur le plan des alliances, avant d'engager le conflit ouvert de 1984 qui dure encore aujourd'hui, le PKK se rapproche du PDK irakien qui cherche une organisation puissante au Nord pour peser face au pouvoir de Saddam Hussein. Depuis, le PKK aura ces bases d'entraînement et de formation politique dans les montagnes au Nord de l'Irak. Cette alliance durera jusqu'à la date de l'autonomie du Kurdistan irakien en août 1992. Avec l'émigration, le PKK crée ses propres organisations en Europe. De 1984 à l'arrestation d'Öcalan en février 1999, le bilan de cette guerre contre révolutionnaire est lourd, plusieurs témoignages attestent de la participation de conseillers militaires américains dans cette répression sanglante aux côtés des quatre cent mille soldats turcs et de l'utilisation de diverses armes chimiques. De quatre à cinq milles villages sont rasés, dix millions de Kurdes souffrent de déracinement (un tiers de la population du Kurdistan turc part vers l'Ouest, Istanbul ou l'Europe), des femmes sont violées, des hommes et des enfants mis en prison et torturés, des charniers sont découverts. Ces migrants viennent grossir les faubourgs des grandes villes kurdes et fournir au PKK ses combattants-e-s. Quant à la plupart des dirigeants kurdes, en cette fin de décennie, ils croupissent en prison. Ce mouvement pour les libertés démocratiques amorcé dans les années 1970, développe dans l'ensemble du Kurdistan, diaspora comprise, un sentiment démocratique et révolutionnaire positif. La lutte contre la politique négationniste de l'état turc permet aux Kurdes de prendre conscience et de lutter afin que leur communauté soit reconnue au sein de la société turque.

### UNE PAGE SE TOURNE

Suite à la déclaration de l'autonomie du Kurdistan irakien en août 1992, l'alliance entre le PDK irakien et le PKK se termine, une page se tourne. Désormais les guérilleros ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Les bases du PKK dans le Nord de l'Irak se trouvent dans une situation précaire, prises dans un étau entre les incursions des militaires turcs et les peshmergas du PDK (de Barzani) et de l'UDK (de Talabani) Irakien. Alliés de l'administration américaine et turque pour le contrôle des voies de communication et des oléoducs qui passent par le Kurdistan turc, ces deux organisations, UPK et PDK, restent jusqu'à nos jours dans les mêmes dispositions. Aux yeux de la population des kurdes de Turquie et de plus en plus dans l'ensemble du Kurdistan, ces deux organisations au pouvoir dans les régions autonomes irakiennes sont jugées de plus en plus comme corrompue. L'intégrité et la cohérence des engagements

transfrontaliers du PKK au sein de la cause kurde se concrétisent sur le terrain par un engouement de plus en plus grand. Ces dispositions à l'encontre du PKK de la part du PDK et de l'UDK et l'incursion de l'armée turque à partir de 1992 loin d'affaiblir le PKK le renforcent. Pour étendre ses marges de manœuvre dans ce conflit, les gouvernants politiques turcs, en plus de la propagande bien huilée de cette époque, instrumentalisent le nationalisme mais aussi la religion en présentant cette lutte comme une obligation religieuse (Jihad). La deuxième plus grande puissance de l'OTAN, va de plus en plus sous-traiter cette guerre. Une administration spéciale avec des supers préfets gère hors du cadre légal quelques onze régions du Sud-Est anatolien. Les JITEM (renseignement et lutte antiterroriste de la gendarmerie) sont créés, ses membres, qui viennent des services de renseignements, sont choisis comme partout ailleurs sur des critères idéologiques d'extrême-droite. Ils organisent des escadrons de la mort pour terroriser la population. Des milices kurdes sont créées en 1985 (les « bandits kurdes » ou « protecteurs de village»), elles touchent jusqu'à trois fois le Smic turc et comptent cent mille hommes en plus des quatre cent mille soldats turcs. En 1990, les forces paramilitaires arment des islamistes, Hizbollah Kurdes. Toutes ces forces qui coûtent un tiers du budget de l'Etat turc s'appuient sur une mafia qui ne connaît aucune frontière ce qui facilite la surveillance des kurdes d'Europe. Les effets sont pervers, toutes ses forces par un effet centrifuge s'autonomisent du pouvoir politique central et deviennent incontrôlables. Tous ces services se livrent aussi par assassinats interposés à une lutte sans merci au sommet de l'Etat. Résultat, chez les kurdes de Turquie un sentiment d'insécurité permanente s'installe et on constate en plus d'une prolétarianisation, une désocialisation constante dans certains coins avec une re-féodalisation favorisée par l'Etat.

### VERS L'AUTONOMISME RÉGIONAL AU SEIN D'UNE CONFÉDÉRATION

En ces temps d'isolement faute d'alliance, au début des années 1990 les ambitions du PKK sont revues à la baisse. Il passe d'un séparatisme vers l'autonomisme régional au sein d'une confédération. A l'occasion, les militants du PKK se tournent aussi vers les structures tribales du passé classé par l'Etat turc comme ennemies. Aussi, ils créent deux associations confessionnelles sunnite et alévi. Ce qui n'explique pas pour autant la croissance et le prestige grandissant dont jouit l'organisation auprès du mouvement des libertés démocratiques. Il faut plutôt chercher l'explication de cette ascension chez ces dix

millions de Kurdes déracinés. Avec la destruction des villages, une classe ouvrière agricole nombreuse grossit les périphéries urbaines. Cette paupérisation, l'insécurité perpétuelle des Kurdes de Turquie et le dynamisme des ces migrants sont un vivier pour le PKK. Ces ouvriers rentrent dans la lutte car ils espèrent une répartition des richesses plus juste, une reconnaissance vis à vis de la société turque. Mais surtout, la place des femmes dans la société kurde est très importante et le rôle des femmes n'est pas influencé par la religion musulmane. Les femmes kurdes augmentent leurs rôles au Kurdistan. En tant que classe à part et en tant que Kurde, elles luttent pour les droits des femmes et pour la libération du peuple kurde. Elles représentent la moitié de la guérilla. Au 5eme congrès du PKK en 1995 officiellement les symboles de la fosse et du marteau sont abandonnés, Le socialisme soviétique est même dénoncé comme « la plus primitive et plus violente période du socialisme ». L'opposition «légale» des années 90 prend sa source dans la contestation des années 70. Au fil des années, de nombreux politiciens et intellectuels fondent des formations légales qui s'influenceront mutuellement avec le PKK. Certains membres de ces formations, font du rapport à la violence de l'état turc mais aussi du PKK leur fond de commerce. 62 % ont un diplôme d'études supérieures et sont de professions libérales. Le jeu électoral commence avec une alliance avec le SHP (parti social démocrate turc). Des élus kurdes mais aussi des anciens élus turcs du SHP seront expulsés (70 en tout) de ce parti pour avoir participé à la conférence internationale de l'institut kurde de Paris en 1989. Ils

se représentent aux élections municipales et législatives mais ce jeu est verrouillé par la constitution militaire de 1982 du général Evren. Leurs mandats sont rythmés par cette constitution qui systématiquement lève l'immunité parlementaire. Plus d'une centaine de ses militants sont assassinés par les escadrons de la mort, certains sont arrêtés pour crimes contre l'état, d'autres partent vers un exil. Le 20 octobre 1991 sous l'étiquette HEP (Parti du Travail du Peuple) 22 candidats entrent à l'assemblée nationale<sup>4</sup>. Ces formations politiques jusqu'à nos jours, forment la tradition légale. Elles sont souvent utilisées par le pouvoir turc pour réduire l'influence du PKK. Au début, construites en alternative du PKK, au fil de la répression, leur destin va se lier de plus en plus. Des ex combattants PKK rejoignent ses rangs d'autre font le chemin inverse. Conséquences, les idées et pratiques circulent de plus en plus dans un sens comme dans l'autre. Ces formations sont souvent utilisées par le pouvoir turc pour réduire l'influence du PKK.

**UNE MAIN TENDUE POUR UNE SOLUTION PACIFIQUE ET DÉMOCRATIQUE À LA QUESTION KURDE DE TURQUIE**

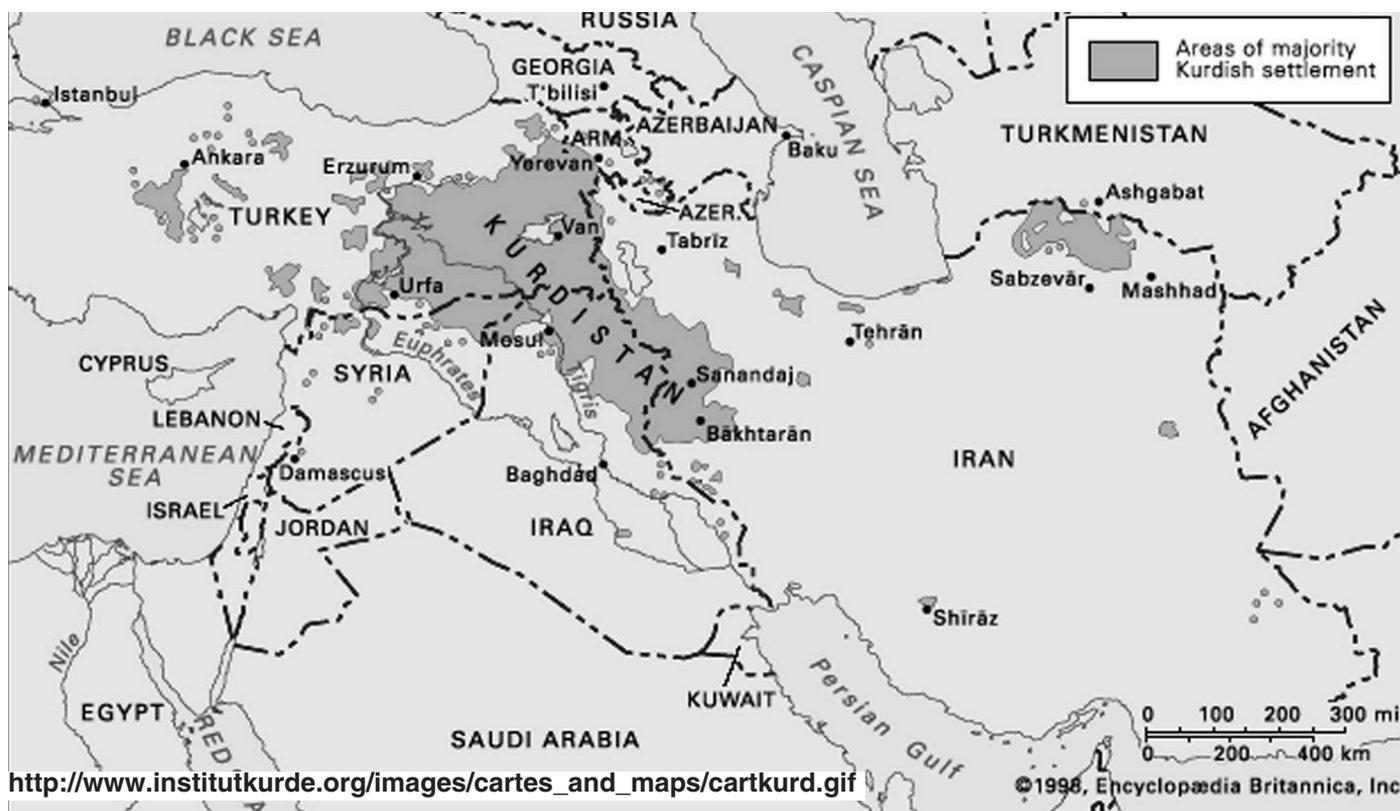
Dans ces années 1990 au total, 4 cessés le feu unilatéraux du PKK pour tendre la main aux gouvernants turcs sont bafoués. Le dernier cessez le feu unilatéral du 2 août 1999 pourtant mis à mal par les militaires et politiques donne de l'espoir aux élites pacifiques kurdes en faveur de la paix. Ce cessez le feu s'intitule : « pour donner une fois de plus une chance à la paix et à la volonté des

Kurdes en faveur de la fraternité entre les peuples ». Il durera quatre ans. Durant cette période des milliers de kurdes, des organisations civiles, associatives et politiques en plus des membres de la guérilla sont arrêtés et condamnés. L'armée turque ne cessera jamais ses raids sur les bases du HPG (Force de Défense du Peuple kurde du PKK pour la Turquie) retirées au Kurdistan irakien. A partir de cette date, les états européens auront une attitude répressive similaire à celle de la Turquie à l'encontre de l'expression de solidarité de la diaspora envers la lutte kurde. La fondation du KADEK le 4 avril 2002 (Congrès pour la Démocratie et la Liberté du Kurdistan), succède au PKK. Et le 2 août 2003, le KADEK pour contrer cette politique répressive met fin au dernier cessez le feu unilatéral et propose une feuille de route : « pour une solution pacifique et démocratique à la question kurde en Turquie ». Cette feuille de route consiste en trois étapes, « ...la mise en place d'un comité pour la paix et le dialogue... de mesures prises pour instaurer la confiance... et la troisième, de la pleine démocratisation et de la paix achevée... mais avant, la tâche la plus urgente sera de transformer le cessez le feu de fait -unilatéral- en un cessez le feu bilatéral ». Elle est destinée, « ...à L'Union européenne, aux USA, aux états du Moyen Orient et aux forces démocratiques en Turquie... ».

K.

Sources: site, l'aménagement linguistique dans le monde de Jacques Leclerc [http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/turquie\\_3kurdes.htm](http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/turquie_3kurdes.htm), livres le«conflit kurde» d' Hamit Bozarslan, «Les Kurdes» d'Ahmet Dere, «Kurdistan» de Julien Goldstein. Sites des amies du peuple kurde Francophone et fondation institut kurde de Paris.

4 - Par ordre d'interdiction, HEP de 90 à 92, ÖZDEP (Parti de la liberté et de la démocratie) de 92 à 93, DEP (Parti de la Démocratie) de 93 à 94, HADEP (Parti de la démocratie du peuple) de 94 à 2003, Dehap (Parti démocratique du peuple) de 02 à 2005, DTP (Partie de la Société Démocratique) de 05 à 2009 et le BDP (Parti de la Paix et de la Démocratie) en 2010.



# Loi d'assimilation kémaliste

Le discours officiel a toujours prétendu qu'il n'y avait pas de problème kurde puisque «les Kurdes n'existent pas». Pourtant, la Turquie décrétait en 1932 la loi martiale sur tous les territoires peuplés par les Kurdes. En même temps, Ankara promulgua une loi de déportation et de dispersion des Kurdes (5 mai 1932) ; cette loi visait la déportation massive des Kurdes vers l'Anatolie centrale ; une autre loi, adoptée en 1980, autorisait même la déportation des membres de la famille d'un prisonnier politique «jusqu'au quatrième degré». Sur la loi sur l'établissement forcé, du juin 1934, il est écrit que «les Turcs arrivent en tête des races qui émigrent» et qu'ils turquisent les régions où ils s'installent ; que certaines races et cultures, en raison des courants islamiques, n'ont pu être assimilées et que, par conséquent, elles ont sauvé leur langue maternelle ; que le travail le plus important de la révolution kémaliste est «d'inculquer la langue turque et d'astreindre toute population n'étant pas de langue maternelle turque à devenir Turque». L'article 2 de la loi sur l'établissement forcé, précise que conformément à la carte qui sera établie par le ministère de l'Intérieur... il sera constitué en Turquie 3 catégories de zones d'habitation». La n°1 comprend les régions où l'on désire augmenter la densité des populations ayant une culture turque, c'est-à-dire une partie du Kurdistan turc, afin d'y installer des immigrants turcs. La zone n°2 comprend les régions où l'on veut établir les populations qui doivent être assimilées à la culture turque (région de Thrace orientale, de Marmara et des côtes égéennes et méditerranéennes). La zone n°3 compte les territoires que l'on veut évacuer et qui sont interdits pour des raisons sanitaires, matérielles, culturelles, politiques, stratégiques et d'ordre public (provinces kurdes telles que Agri, Sason, Tunceli, Van, Kars, Bitlis, Bingöl et de certaines régions de

Diyarbakir et de Mus). L'article 9 de la Loi sur l'établissement forcé, précise que le ministère de l'intérieur détient tous les pouvoirs pour: 1, établir dans les bourgs de manière dispersée des tsiganes de nationalité turque et des nomades n'appartenant pas à la culture turque ; 2, éloigner des bords des frontières ceux qui s'adonnent à l'espionnage ; 3, expulser hors des frontières les tsiganes de nationalité étrangère et les nomades qui n'appartiennent pas à la culture turque». L'article 11a mentionne qu'«il sera interdit à ceux qui parlent une autre langue maternelle que le turc de former des villages ou quartiers, des groupements d'artisans ou d'employés». L'article 11b relatif à l'installation des Kurdes déporté précise que ces derniers «s'établissant dans les bourgs et les villes ne pourront pas dépasser les dix centièmes de la population totale des circonscriptions municipales». Encore aujourd'hui aux élections si tu ne dépasse pas les 10% tu passe à la trappe ! Dans les propos du ministre turc de la justice de l'époque : «Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays. Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteur, le droit d'être esclaves». Les Grecs, les Arméniens, les juifs et les Arabes furent aussi désignés comme «ennemis de l'intérieur». La région kurde a vécu sous le régime de la loi martiale jusqu'en 1946, en plus d'être interdite aux étrangers jusqu'en 1965. L'un des premiers décrets du comité d'union nationale, qui gouverna le pays après le coup d'état de 1961, portait sur la turquisation des noms de villes et villages kurdes. Le Kurdistan turc pris le nom d'Anatolie orientale ou provinces de l'Est. La Loi sur les partis politiques (1961) interdisait à tout parti d'affirmer qu'il existait... des minorités fondées sur des différences linguistiques. Du point de vue officiel, les Kurdes n'existeraient donc plus en Turquie : ils sont considérés comme

des «Turcs des montagnards». Non seulement la langue kurde est interdite, mais le mot kurde, de même que la musique et le costume traditionnel. En 1961, la propagande de l'institut de recherche sur la culture turque publia sur la question kurde. Selon ces ouvrages, la langue kurde n'est pas une langue distincte ou indépendante : il s'agit plutôt d'un «ensemble de dialectes d'origine turque» qui ont la caractéristique d'être «dégénérés après avoir été trop longtemps isolé dans les montagnes de l'Est...». En démontrant ainsi que le kurde n'était pas une langue, mais un simple dialecte local pauvre et dégénéré, il devenait impossible de l'enseigner, de l'écrire ou de le publier.

Même s'il n'existait pas officiellement de «problème kurde», la situation a donné lieu aux nombreuses révoltes qui ont secoué le Kurdistan turc de 1925 à 1939. Elles ont été toutes écrasées par le maréchal Mustafa Kemal Atatürk. La rébellion et la répression armée ont repris dans les années soixante, tant en Turquie qu'en Irak et en Iran, et ce, dans le silence et l'indifférence de la communauté internationale. Depuis cette époque, la répression a continué de s'abattre régulièrement (1971, 1973, 1980, 1986, 1991, 1992, 1997, 1998...) sur les Kurdes.

Extrait du site, l'aménagement linguistique dans le monde de Jacques Leclerc  
[http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/turquie\\_3kurdes.htm](http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/turquie_3kurdes.htm)

**Courant alternatif**  
 n'étant plus diffusé en kiosque,  
 a besoin de **nouveaux abonnés**

10 numéros + hors séries

30 euros

Chèque à l'ordre de "La Galère"

OCL égregore, B.P 1213 -

51058 Reims cedex

**Abonnez des amis !**

Tarifs réduits

(pour les fauchés) : 18 euros

